

Uniq  
syndicale  
**Solidaires**

# international

n°3 avril 2008

dossier  
**Chine**



# SOMMAIRE

## DOSSIER SUR LA CHINE

Présentation du dossier sur la Chine	p 3
Quelques repères	p 4
Chronologie	p 5
Les atteintes aux droits de l'Homme	p 11
Les classes sociales	p 13
Syndicats et associations	p 17
Les raisons de l'exode rural	p 19
Un apartheid géographique et social	p 25
La situation des travailleurs migrants	p 29
Les luttes ouvrières	p 31
Interview de Han Dongfang	p 41
Interview de Au Loong-Yu	p 51
Entretien avec Cai Chongguo	p 57
Bibliographie sur la Chine	

**Forum Social Sibérien** (Carine Clément)

p 67

**Algérie** (mise à jour du n°2 de la revue)

p 69

**Sommaires des numéros 1 et 2**

p 73

p 75

## Provenance des documents sur la Chine

China Labour Bulletin  
Globalization Monitor  
Committee for Asian Women (CAW)  
New Left Review  
Intevue réalisée par Solidaires

## Ont participé à la réalisation de ce numéro

Alain Baron (Sud-ptt)  
Robert Kosmann (Solidaires-industrie)  
Juana Marcos (Sud-rail)  
Jacques Rattier (Sud-ptt)  
Josseline Rongier (Sud-ptt)

Nous remercions pour leurs remarques Viviane Alleton et Elisabeth Allès, deux spécialistes de la Chine, qui ont bien voulu relire ce numéro avant publication. Elles ne sauraient être tenues pour responsables du contenu final de cette revue.

Tout courrier doit être adressé à <coup@solidaires.org> et <baron@sudptt.fr>.  
Nous rappelons que l'ensemble des articles des trois premiers numéros de la revue est accessible sur [www.solidaires.org](http://www.solidaires.org), rubrique "International".



# INTRODUCTION

Les jeux olympiques de 2008, survenant 7 ans après l'entrée de la Chine dans l'OMC (Organisation mondiale du commerce), symbolisent la (ré)insertion de ce pays dans le capitalisme mondial. En quelques dizaines d'années, la Chine a connu des bouleversements considérables ayant un impact direct sur les populations du monde entier. Non seulement un habitant de la planète sur cinq est chinois, mais la Chine est devenue la quatrième puissance commerciale mondiale, détenant le tiers des réserves mondiales en dollars.<sup>1</sup>

Des opinions très diverses existent à propos de l'évolution possible de la Chine<sup>2</sup>. Nous nous sommes contentés de rendre accessible un certain nombre d'informations et d'analyses, permettant notamment de donner un cadre aux débats quotidiens sur l'influence de la Chine sur l'économie mondiale et les délocalisations. Très peu de membres de Solidaires ont eu l'occasion de voyager en Chine, et encore moins lisent ou parlent le chinois. L'essentiel de ce dossier est donc composé d'extraits de documents en anglais provenant de militants chinois, et dont nous avons traduit des extraits en français. Etant donné le caractère autoritaire du régime, la plupart de ces derniers résident à Hong Kong, qui bien que rattaché à la Chine depuis 1997, continue à jouir d'une liberté d'expression comparable à celle que nous connaissons. De nombreux renvois sont faits par ailleurs à des documents facilement disponibles en français.

Ce dossier commence par quelques repères visant notamment à mieux cerner l'évolution dans le temps des diverses classes et couches sociales.

Sont ensuite présentés des extraits de textes écrits par des militants chinois :

- l'interdiction faite à la population de mettre sur pied des organisations indépendantes du pouvoir,
- la difficile situation de la paysannerie qui explique l'ampleur considérable de l'exode rural et la surexploitation des migrants venus des campagnes,
- quelques grèves récentes mettant en lumière les difficultés importantes de la classe ouvrière à s'organiser.

Viennent ensuite les perspectives avancées par trois militants chinois, deux d'entre eux résidant à Hong Kong et un troisième en région parisienne.

Ce dossier se termine par une bibliographie.

1. Cai Chongguo : *L'envers de la puissance*. p 23 - Editions En Clair Mango (2005) - 9 euros -

2. Dans son livre *Capitalisme et capitalistes en Chine* (2007), Marie-Claire Bergère écrit pages 365-366 : « Quand on cherche à déchiffrer l'évolution à court terme ou moyen terme de la Chine, deux scénarios contradictoires sont souvent évoqués. Le premier conclut, à partir des progrès de l'économie chinoise, au développement des classes moyennes et à l'avènement de la démocratie. Le second met l'accent sur les ravages de la corruption, l'accroissement des inégalités sociales, la dégradation de l'environnement et le refus du régime d'abandonner son monopole du pouvoir : combinaison explosive qui pourrait mettre la Chine et son miracle à la merci d'un grand écroulement ». Marie-Claire Bergère ajoute que le premier point de vue est souvent le point de vue des économistes, le second souvent celui des spécialistes des sciences sociales et politiques.

## QUELQUES REPERES

**Superficie** : plus de 14 fois la France, plus du double de l'Union Européenne, comparable aux USA.

**Population** : plus de 1,3 milliards d'habitants, soit près de 21 fois la France, près du triple de l'Union Européenne, et plus de 4 fois les USA.



[http://upload.wikimedia.org/wikipedia/fr/8/87/RP\\_chine\\_administrative.png](http://upload.wikimedia.org/wikipedia/fr/8/87/RP_chine_administrative.png)

**Monnaie** : 1 Yuan = 9 centimes d'euro.

**Population de quelques agglomérations :**

Beijing (Pékin) : 15 millions

Tianjin (Tientsin) : 10 millions

Shanghai : 17 millions

Chongqing : 34 millions

Guangzhou (Canton), près de Hong Kong : 7 millions

Hong Kong (région administrative spéciale) : 7 millions

Macao (région administrative spéciale) : 0,5 millions

A noter, qu'à l'extérieur de la République populaire de Chine, l'agglomération de Taipei (Ile-Etat de Taiwan) compte 1,6 million habitants.

Jiang Zemin, secrétaire général du PC de 1989 à 2002 a été président de 1993 à 2003.

Hu Jintao lui a succédé successivement sur ces deux postes : secrétaire général du PC depuis novembre 2002, il est président depuis mars 2003.

## CHRONOLOGIE

Il y a une quarantaine d'années, la Chine apparaissait aux yeux d'une partie de la jeunesse radicalisée et d'un certain nombre de militants du Tiers-Monde comme une alternative concrète au capitalisme et aux régimes bureaucratiques d'Europe de l'Est.

Aujourd'hui, la Chine est un des rouages du capitalisme mondialisé. Troisième puissance économique, elle détient le tiers des avoirs en dollars. D'après les statistiques officielles<sup>1</sup>, plus des deux-tiers des salariés chinois travaillaient en 2004 pour des capitaux privés :

<b>Entreprises privées à capitaux chinois</b>	<b>34,66 %</b>
<b>Entreprises privées à capitaux étrangers</b>	<b>21,40 %</b>
<b>Entreprises partiellement privatisées</b>	<b>20,13 %</b>
<b>Coopératives</b>	<b>9,61 %</b>
<b>Entreprises d'Etat</b>	<b>13,58 %</b>
<b>Autres</b>	<b>0,68 %</b>
<b>Total</b>	<b>100,00 %</b>

L'exploitation de la classe ouvrière et de la paysannerie atteint des records planétaires, ainsi que les inégalités sociales et la pollution. Une seule chose est demeurée inchangée : le Parti communiste continue à y détenir le monopole du pouvoir<sup>2</sup>. Après avoir donné quelques éléments sur la Chine d'avant 1945, nous allons proposer quelques repères chronologiques visant à cerner les dynamiques qui ont été ensuite à l'œuvre. Le choix retenu est de découper l'histoire de la Chine depuis la seconde guerre mondiale en trois grandes périodes.

- une première période de 27 ans entre 1949 et 1976,
- une période de 14 ans (1978-1992) qui amorce le passage au capitalisme,
- une nouvelle période de 15 ans (1992-2007) pendant laquelle s'épanouit le capitalisme.

### LA CHINE D'AVANT 1949

La Chine est une des plus anciennes civilisations du monde. Sa première dynastie impériale serait apparue en 2 05 av J.-C. La dernière a régné de 1644 à 1911.

1911 : Victoire de l'insurrection républicaine sous la direction de Sun Yat Sen qui crée le parti Guomindang (Kouo-min-tang).

1919 : Mouvement du 4 mai pour protester contre le transfert au Japon des droits de l'Allemagne sur une partie du territoire.

1920 : La majeure partie de la Chine est aux mains des « seigneurs de la guerre », des généraux prédateurs exploitant des régions entières.

1921 : Fondation du Parti Communiste Chinois.

1924 : Les communistes s'intègrent dans le Guomindang (Kouo-min-tang) dirigé par le général Jiang Jieshi (Tchang Kai-chek)..

1927-1933 : Ecrasement du mouvement ouvrier par le Guomindang.

1928-1930 : Sous la direction de Mao Zedong, les communistes constituent plusieurs bases paysannes armées.

1931-1940 : Guerre de conquête de l'armée japonaise.

Les armées du Guomindang tentent d'encercler et de réduire les territoires contrôlés par les communistes.

1945 : Capitulation japonaise qui laisse face à face l'armée du Guomindang et celle du PC.

## 1949-1976 : LA CHINE DE MAO

Après des années de guerre civile, l'Armée rouge du Parti communiste assume l'intégralité du pouvoir à partir de 1949, qui voit la fondation de la République populaire de Chine. Une série de réformes assoient la base sociale du régime avec notamment la distribution des terres et une amélioration radicale de la condition des femmes. Puis viennent des nationalisations dans l'industrie, les transports et les banques suivies de la mise en place d'une planification centralisée<sup>3</sup>.

Le nouveau régime doit faire face à une contre-offensive des puissances occidentales qui n'acceptent pas, qu'après l'Europe de l'Est, une nouvelle partie du monde échappe à leur contrôle. C'est dans ce contexte qu'intervient la guerre de Corée (1950-1953) et un long blocus économique et politique des USA.

Dans un premier temps, l'alliance avec l'URSS avait permis de contrebalancer partiellement la pression occidentale. Mais à partir de 1956 un processus de rupture se produit entre la Chine et l'URSS.

En 1958, Mao lance alors la Chine dans une politique de volontarisme économique, « le grand bond en avant » dont les conséquences seront catastrophiques : la famine



entraîne la mort de millions de personnes. Mao se retrouve mis sur la touche. En 1966, Mao déclenche la « révolution culturelle ». Il s'appuie sur le ras-le-bol de la jeunesse pour déboulonner ses adversaires. Mais le mouvement « dérape », et l'armée reprend les choses en main. Des luttes de clans se succèdent ensuite au sein du PC. 1976 symbolise la fin d'une époque avec la mort de Mao et de Zhou Enlai (Chou En-laï) et l'arrestation des dirigeants de la Révolution culturelle, dont Jiang Qing, la veuve de Mao Ze Dong.

« *S'étant vu accordée le titre de classe dirigeante* », la classe ouvrière est pendant cette période celle qui est « la mieux traitée parmi les classes dominées »<sup>4</sup>. Elle vient immédiatement après les cadres en termes de prestige et de conditions d'existence<sup>5</sup>. Les ouvriers et employés ont un statut protecteur. Ils sont affectés à une unité de production (*danwei*). Leur statut relève alors de ce qu'on a appelé « le bol de riz en fer » et « la grande marmite commune ». Le « bol de riz en fer », c'était l'emploi garanti à vie, les soins médicaux gratuits et le droit à retraite sans cotisation préalable. La « grande marmite commune », c'était des salaires égalitaires auxquels il fallait ajouter un ensemble d'avantages liés au *danwei* : logement, scolarisation des enfants, ou encore « prime de charbon ». L'absentéisme était partiellement toléré, les heures de travail limitées, les cadences relativement faibles. Comme le gouvernement subventionnait les prix des produits alimentaires, il était plus enviable d'être ouvrier que d'avoir à supporter les aléas de la condition paysanne.

La contrepartie de ces avantages était l'impossibilité de quitter son entreprise volontairement, des salaires peu élevés, des logements petits.

Les différentes campagnes pour produire davantage étaient subies sans droit d'expression ni d'organisation hormis pendant une période courte de la Révolution culturelle.

« *Il n'y a sous ce régime de parti unique ni démocratie politique, ni droits institutionnels de révoquer les dirigeants du parti. Si le responsable du parti n'a pas le droit de licencier des salariés pour raison économique, les travailleurs de leur côté sont attachés à l'unité de production (danwei), sans avoir le droit de changer de travail ou d'employeur, ni de révoquer les responsables du parti de leur danwei. Les travailleurs se voient refuser le droit fondamental de s'auto-organiser. La seule confédération autorisée est l'ACFTU<sup>6</sup>. Les travailleurs sont obligés d'y adhérer, mais ils n'ont pas le droit d'en révoquer les responsables. Et, cerise sur le gâteau, un dossier est constitué sur chaque salarié, où sont enregistrés tous ses propos pendant les réunions, ou tout ce qu'il avait pu faire. Ces dossiers sont conservés par le secrétaire du parti du danwei, et constitue la référence principale pour toute sanction ou promotion. Le résultat combiné de tous ces contrôles politiques et sociaux est la sévère atomisation et la profonde apathie politique de la classe ouvrière* »<sup>7</sup>.

La situation de la paysannerie, c'est-à-dire la grande majorité de la population, est très différente de celle des citoyens. L'Etat, qui dispose du monopole d'achat et de vente des produits agricoles, fait reposer sur les épaules des paysans l'essentiel du poids de l'accumulation. Le regroupement des paysans dans des exploitations collectives lors du « Grand bond en avant » se traduit par une productivité très faible et des conditions d'existence difficiles.

Les paysans subissent par ailleurs une véritable discrimination sociale et légale. Le nouveau régime a en effet repris à son compte la tradition deux fois millénaire de l'affectation de tout citoyen à un lieu de résidence obligatoire (*hukou*). Les paysans n'ont, pour cette raison, pas le droit de travailler en ville ou d'y résider, ce qui a pu limiter longtemps l'exode rural.

## 1978-1992 : LA PREMIERE PHASE DE CONVERSION AU CAPITALISME

Elle est symbolisée par le poids politique croissant de Deng Xiaoping, une figure historique du PC chinois qui avait été écartée lors de la Révolution culturelle.

A partir de 1978, la situation de la paysannerie s'améliore considérablement avec le retour progressif à l'exploitation familiale de la terre, dont la propriété est transférée de l'Etat aux municipalités.

Mais dès le milieu des années 1980, la bureaucratie locale se lance dans un véritable racket fiscal dans les campagnes. La situation des paysans se dégrade alors sensiblement. Il en résulte la formation d'un énorme réservoir de main-d'œuvre disponible pour aller travailler en ville, même clandestinement.

Comme par hasard, le régime organise au même moment le développement d'une industrie à capitaux totalement ou partiellement privés, reposant sur une main-d'œuvre à bas coût.

A partir de 1982<sup>8</sup>, la création d'entreprises privées est en effet autorisée dans l'industrie légère et dans les services. Dans tous les secteurs voient le jour des sociétés mêlant des capitaux étrangers et chinois. En 1984, 14 villes sont ouvertes aux investisseurs étrangers.

Les « sans papiers » qui fuient la misère des campagnes constituent une proie de choix pour ces entreprises. Se constitue ainsi une nouvelle sorte d'ouvriers, les *mingongs*, surexploitée à l'extrême.

Pendant cette première phase, pas grand chose ne change pour l'ancienne classe ouvrière. Les réformes se limitant pour l'essentiel à donner davantage d'autonomie aux directeurs des entreprises d'Etat.

Signe prémonitoire, la notion d'emploi à vie dans les entreprises d'Etat est supprimée dans les textes. Mais cela n'a pour l'instant pas beaucoup de conséquence dans les faits.

Cette première phase de transition au capitalisme déstabilise profondément la société chinoise. « *Un fossé grandissant s'est creusé entre dominants et dominés, et c'est cela qui a ensuite conduit en 1989 à l'éruption du mouvement démocratique de la place Tiananmen. Le PC a été particulièrement inquiet du fait qu'un grand nombre de travailleurs se soient mobilisés pour soutenir la revendication de droits démocratiques élémentaires formulée par les étudiants* »<sup>9</sup>. Hanté par le spectre de la grève générale polonaise de 1980 et l'effondrement des pays de l'Est, le pouvoir réagit brutalement. En juin 1989, les chars tirent sur les étudiants et la loi martiale est proclamée. Une répression implacable est organisée contre les « meneurs ». Le gouvernement ayant marqué clairement qu'il est prêt à tout pour rester au pouvoir, il estime ensuite avoir les mains libres pour engager la deuxième phase de la transition au capitalisme.



## DEPUIS 1992 : LA DEUXIEME PHASE DE PASSAGE AU CAPITALISME

En 1992, Deng Xiaoping proclame le tournant vers « l'économie socialiste de marché ». L'usage du terme « socialiste » signifie que le PC veut continuer à détenir l'intégralité du pouvoir. Le terme « marché » indique que la Chine veut s'intégrer pleinement dans l'économie capitaliste mondiale, ce qui se traduira en 2001 par son entrée dans l'OMC<sup>10</sup>. Le but des dirigeants chinois est en effet de construire une économie reposant sur l'exportation et sur des coûts salariaux parmi les plus faibles du monde.

Fin 1993, le système de planification disparaît.<sup>11</sup> L'économie chinoise passe partiellement sous la domination de capitaux étrangers, dont ceux de la diaspora chinoise. Ces capitaux étrangers contrôleraient aujourd'hui 75 % des exportations et 75 % de l'industrie<sup>12</sup>.

En Chine continentale<sup>13</sup>, un capitalisme autochtone commence à se constituer à partir de 1994 avec la vente par les autorités de PME pour un prix symbolique. Des entreprises privées chinoises voient le jour en zone rurale puis en ville notamment pour servir de sous-traitants aux entreprises étrangères. Une nouvelle bourgeoisie chinoise émerge agglomérant des chinois de la diaspora et du continent.

Mais la conversion au capitalisme franchit un seuil décisif à partir de 1997 avec la restructuration des grandes entreprises d'Etat, préalablement transformées en sociétés anonymes et dont le capital est ensuite ouvert à des investisseurs privés chinois ou étrangers. Les grands groupes sont alors dépecés : les entités rentables sont regroupées dans de nouvelles structures, le reste est purement et simplement fermé. Le but est de créer des grands groupes modernes semblables aux conglomérats japonais ou coréens et capables de leur résister<sup>14</sup>.

Parallèlement, le gouvernement organise la libéralisation et la privatisation des services publics<sup>15</sup> :

- Les soins de santé sont hors de prix, et des hôpitaux privés se mettent en place ;
- L'École publique est devenue payante, et des établissements privés voient le jour, les coûts d'inscription à l'Université qui, en tenant compte du niveau de vie chinois, sont parmi les plus élevés du monde<sup>16</sup>.

« A l'époque maoïste (...) la société chinoise apparaissait comme l'une des plus égalitaires du monde. La réforme en a fait l'une des plus inégalitaires »<sup>17</sup>. Ou comme le dit un ouvrier métallurgiste de Shenyang : « Mao nous avait au moins donné le bol de riz en fer, Deng Xiaoping<sup>18</sup> l'a percé, Jiang Zemin<sup>19</sup> l'a aplati »<sup>20</sup>.

1. Ding Wei Ming, octobre 2007 [http://netx.u-paris10.fr/actuelmarx/cm5/com/M15\\_Contr\\_dingweimin.rtf](http://netx.u-paris10.fr/actuelmarx/cm5/com/M15_Contr_dingweimin.rtf)

2. « Ce qui différencie le cas la Chine de celui de l'URSS est qu'en Chine l'Etat du parti unique a été maintenu intact et que c'est le PC chinois qui a jusqu'à présent conduit les réformes ». Women Migrant Workers under the Chinese Social Apartheid par Au Loong-Yu, Nan Shan et Zhang Ping (février 2007) [www.cawinfo.org/pdf/final\\_10.pdf](http://www.cawinfo.org/pdf/final_10.pdf)

Cai Chongguo parle pour sa part de "régime hybride de dictature communiste et de capitalisme économique". Chine : l'envers de la puissance - En Clair Mango (2005) p 14.

3. Cai Chongguo p 12

4. Au, Nan, Zhang (février 2007)

5. L'essentiel des éléments qui suivent sont empruntés à Jean-Louis Rocca : La condition chinoise, la mise au travail capitaliste à l'âge des réformes (1978-2004) ed. Karthala (2006).

6. ACFTU : All China Federation of Trade Unions.

7. Au, Nan, Zhang (février 2007)

8. Cai Chongguo pp 57-48 et p 93

9. Au, Nan, Zhang (février 2007)

10. OMC : Organisation Mondiale du Commerce

11. Marie-Claire Bergère : capitalismes et capitalistes en Chine p. 228 - Perrin (2007 -

12. Eva Cheng (mai 2007) : [www.europe-solidaire.org/spip.php?page=article\\_impr&id\\_article=6091](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?page=article_impr&id_article=6091)

13. Cai Chongguo p58

14. Cai Chongguo p157

15. Cai Chongguo pp 85-99

16. Entretien avec Cai Chongguo, 17 septembre 2007

17. Marie-Claire Bergère : capitalismes et capitalistes en Chine p. 248 - Perrin (2007 -

18. Deng Xiaoping a été l'homme fort du régime de la fin des années 1970 à la fin des années 1980.

19. Jiang Zemin a été secrétaire général du PC de 1989 à 2002 et Président de 1993 à 2003.

20. Cité par Jean Chesneaux in « Carnets de Chine », éd. La quinzaine littéraire (1999), p. 243.

# LES ATTEINTES AUX DROITS DE L'HOMME EN 2006

On estime à plusieurs centaines de milliers le nombre de personnes détenues en 2006 dans des camps de « rééducation par le travail » sur l'ensemble du territoire chinois, et risquant d'être maltraitées ou torturées. En mai 2006, les autorités de la ville de Pékin ont annoncé leur intention d'utiliser ce mode de détention en vue de réprimer différentes formes de « comportements délictueux » et d'améliorer l'image de la ville à l'approche des Jeux olympiques.

La torture et les autres formes de mauvais traitements demeurent très répandus. Parmi les méthodes couramment utilisées figurent les coups de pied, les passages à tabac, les décharges électriques, la suspension par les bras, l'enchaînement dans une position douloureuse, les brûlures de cigarette et la privation de sommeil ou de nourriture.

D'après Amnesty International, il y aurait eu en 2006 au moins 2 790 condamnations à mort et 1 010 exécutions. Le nombre d'exécutions par injection létale a augmenté, ce qui a facilité le développement d'une lucrative activité de prélèvement d'organes sur les prisonniers exécutés. Un vice-ministre a déclaré que la majorité des organes utilisés pour des transplantations provenaient de prisonniers exécutés. Une nouvelle réglementation interdit la vente et l'achat d'organes, disposant par ailleurs que les prélèvements d'organes ne pouvaient être réalisés qu'avec l'accord écrit du donneur.

En 2006, les autorités chinoises ont intensifié la répression contre les avocats et les militants du droit au logement. Un grand nombre de défenseurs des droits humains ont été soumis à de longues périodes de détention arbitraire sans inculpation et ont été harcelés par les forces de police ou par des bandes locales de malfaiteurs, manifestement avec l'assentiment des premières. Beaucoup étaient surveillés de manière quasi permanente ou assignés à résidence, et les atteintes contre leurs proches se sont multipliées. De nouvelles dispositions restreignaient la possibilité, pour les avocats, de représenter des groupes de victimes et de formuler des requêtes collectives.

De nombreux journaux et revues populaires ont été contraints de cesser leurs activités. L'accès à plusieurs centaines de sites web internationaux restait bloqué et des milliers de sites chinois ont été fermés. Des dizaines de journalistes ont été appréhendés pour avoir évoqué des sujets sensibles. Le gouvernement a renforcé les systèmes de blocage, de filtrage et de surveillance de l'information.

Le gouvernement réprime les pratiques religieuses ou spirituelles en dehors des circuits officiels. Des milliers de fidèles ont été arrêtés en 2006, beaucoup ont été maltraités, voire torturés en détention.

La population ouïghoure, est en grande partie privée de ses droits humains, notamment de la liberté de religion et du droit à l'éducation.

La population tibétaine voit ses droits à la liberté de religion, d'expression et d'association sévèrement restreints. Elle se heurte par ailleurs à des discriminations dans le domaine de l'emploi.

# CHINE



# LES CLASSES SOCIALES AUJOURD'HUI

Une bourgeoisie s'est constituée grâce au contrôle de l'appareil d'Etat par le parti. L'accumulation de capitaux privés provient en effet en grande partie du pillage des actifs publics lors des privatisations, de détournements de fonds ou de la corruption.

Un grand nombre de cadres politiques se sont reconvertis dans le business. Réciproquement, des entrepreneurs privés sont cooptés dans le parti, et on leur demande d'y prendre des responsabilités. Même si les dirigeants des grandes entreprises privatisées ne sont plus payés par l'Etat, ils sont toujours désignés par le gouvernement local, ou pour les entreprises les plus importantes par le gouvernement central. On trouve donc souvent parmi eux des parents de hauts responsables politiques.

Un renouvellement partiel du personnel dirigeant s'opère simultanément à tous les niveaux grâce à l'arrivée d'une génération de jeunes diplômés qui prennent pied dans les administrations et les entreprises.

Le type de cours dispensés aux cadres du parti et du gouvernement est révélateur.<sup>1</sup> On y étudie les mesures à prendre pour que le PC ne finisse pas comme ses homologues roumains ou soviétiques, ou encore les moyens de transformer le PC en parti social-démocrate ou en parti libéral.

La « classe moyenne »<sup>2</sup> s'est considérablement renforcée à la faveur du développement économique et représenterait environ 15 % de la population active. On trouve parmi elle les meilleurs soutiens du régime. Elle regroupe une partie de l'intelligentsia et la partie la plus qualifiée du salariat. On peut y ajouter une partie des fonctionnaires d'Etat travaillant dans les administrations, le parti, les syndicats et autres organismes officiels.

Les salariés de ce qu'il reste du secteur public représenteraient aujourd'hui moins de 20 % de la population active. Depuis 1993, autour de 40 % des emplois ont été supprimés dans ce secteur.

Une partie des anciens salariés a été mise à la retraite : 45 ans (voire 40 ans) pour les femmes, et 50 ans pour les hommes. D'autres ont été déclarés dans un premier temps sans affectation (xiagang) et ont continué à percevoir une partie de leur salaire. Ils ont été ensuite licenciés et ont alors perdu cette rémunération, ainsi que les prestations que leur procurait leur ancienne unité de travail : logement, soins de santé, éducation des enfants, retraite, etc.

Le même sort s'abat aujourd'hui sur des secteurs pour l'instant relativement épargnés comme les chemins de fer, les compagnies aériennes ou les banques.

Ceux que le régime présentait comme « la classe dirigeante » sont devenus des parias survivant grâce à des petits boulots.<sup>3</sup>

Depuis une quinzaine d'années une nouvelle fraction de la classe ouvrière a vu le jour : elle constituerait maintenant environ 15 % de la population active. Ce sont des paysans ayant fui illégalement leur village.<sup>4</sup> Comme la plupart des chinois,

ils/elles n'ont normalement pas le droit de travailler et de résider en dehors de leur lieu d'origine. Ces citoyens de seconde zone constituent pour cette raison une véritable aubaine pour les capitalistes chinois et étrangers. N'ayant pas le statut de résident, ils/elles n'ont normalement pas droit au système de santé, de retraite, de logement. Ce n'est que depuis 2001 que leurs enfants commencent à pouvoir être scolarisés, et que l'obtention de permis de résidence a été assouplie. Mais le système du hukou n'a pas pour autant disparu : « La présence en ville des nouveaux migrants est tolérée mais non légalisée. Rares sont les migrants qui ont pu obtenir un permis de résidence ».<sup>5</sup>

Une partie travaille dans des petites entreprises installées en milieu rural<sup>6</sup>, ainsi que dans les secteurs dangereux et insalubres comme le bâtiment, les travaux publics ou les mines. On les trouve également dans l'hôtellerie, la restauration, le gardiennage, le commerce ou le traitement des déchets. C'est cette population qui édifie le Beijing (Pékin) des Jeux olympiques de 2008.

Une autre partie peuple les entreprises côtières tournées vers l'exportation<sup>7</sup>, il s'agit majoritairement de jeunes femmes et parfois d'enfants de moins de 16 ans. Ils/elles peuvent travailler jusqu'à 15 heures par jour, et 7 jours sur 7. Recevant des salaires dérisoires, ils/elles n'ont en général pas d'autre solution que d'habiter dans les dortoirs de l'entreprise placés sous la surveillance de vigiles. Ils/elles doivent souvent subir des coups et des menaces, et le droit de grève est réapparu. Les accidents du travail et les maladies professionnelles sont fréquents. Quant aux salaires, ils sont souvent payés avec retard.

Cet afflux permanent de migrant(e)s s'explique par la misère des paysans qui représentent plus de la moitié de la population totale. À partir de 1978, lors du début des réformes, la situation de la paysannerie s'était pourtant considérablement améliorée suite au retour à l'exploitation familiale de la terre. Mais rapidement, ils ont été victimes d'un véritable racket fiscal. La situation des paysans s'est alors dégradée sensiblement, leur revenu est aujourd'hui entre 3 et 6 fois plus faible que celui des citoyens.

La campagne chinoise est pour cette raison le théâtre de nombreux mouvements de résistance : manifestations, pétitions, actions légales, etc. Les heurts violents avec la police et les forces paramilitaires sont plus répandus que dans les zones urbaines, et la répression plus marquée.

## LES LUTTES DANS LES ENTREPRISES D'ETAT

Dans les années 1990, d'importantes luttes ont eu lieu contre les suppressions d'emplois liées aux privatisations<sup>8</sup> avec manifestations, blocages de routes et de voies ferrées, affrontements avec la police, et parfois même des occupations d'usines avec remise en route de la production.

En 2002, la lutte des salariés des champs pétrolifères a été le mouvement contre les suppressions d'emplois le plus important que la Chine ait connu. Une manifestation a par exemple regroupé plus de 50 000 participants. L'échec de ce conflit a été vécu comme une défaite majeure.

Mais une nouvelle phase de lutte semble se dessiner. Suite à l'entrée de la Chine dans l'OMC (Organisation mondiale du commerce) en 2001, une nouvelle vague de suppressions d'emplois concerne maintenant des secteurs jusque-là épargnés comme les chemins de fer, les transports aériens et les banques. Depuis l'an 2000, la Banque commerciale et industrielle de Chine a par exemple viré 110 000 salariés sur 400 000.

## LE DEVELOPPEMENT DES LUTTES CHEZ LES TRAVAILLEURS MIGRANTS

Il y a encore peu de temps, la répression patronale et étatique parvenait en général à empêcher les salariés migrants de lutter. Aujourd'hui, c'est précisément l'importance de ces mesures répressives et la surexploitation qui conduit à des grèves souvent violentes et parfois victorieuses.

La plupart de ces luttes explosent en général entreprise par entreprise, sans avoir été préparées. Et une fois la grève passée, aucune forme d'organisation ne subsiste, soit à cause de la répression, soit à cause de la fragmentation des salariés, soit par un mélange des deux. La solidarité internationale avec les salariés de ces entreprises est plus indispensable que jamais, à commencer avec ceux qui travaillent directement ou indirectement pour les principales multinationales de la planète.

1. Jean-Louis Roca : *La condition chinoise, la mise au travail capitaliste à l'âge des réformes (1978-2004)* ed. Karthala (2006) pp 276-279
2. Cai Chongguo : *Chine : l'envers de la puissance* En clair Mongo (2005) pp 16 et 18, 75-76
3. Rocca pages 68 et 115
4. Voir à ce sujet le texte de Au Loong-Yu , Nan Shan et Zhang Ping dont des extraits sont traduits dans ce numéro. [www.cavinfo.org/pdf/final\\_10.pdf](http://www.cavinfo.org/pdf/final_10.pdf)
5. Marie-Claire Bergère : *Capitalismes et capitalistes en Chine* p 245 ed. Perrin (2007).
6. Cai Chongguo p 64
7. Il existe 800 Zones franches dans le monde travaillant pour l'exportation. Les salaires et les droits des salariés y sont réduits au minimum. Elles emploient au total environ 30 millions de salariés dont les deux tiers en Chine.
8. « On estime qu'au total, 68 millions de personnes auraient été ainsi privées d'emploi et de salaire entre 1995 et 2004 » Marie-Claire Bergère : *Capitalismes et capitalistes en Chine* p 251.

# CHINE



# SYNDICATS ET ASSOCIATIONS

Par Au Loong-Yu, Nan Shan et Zhang Ping<sup>1</sup>

*La stabilité politique du régime repose largement sur l'interdiction de toute organisation qui ne soit pas étroitement contrôlée par le Parti communiste. Cette règle s'applique en premier lieu aux deux grandes « organisations de masse » nationales : la confédération syndicale ACFTU et la Fédération pan-chinoise des femmes (ACWF)<sup>2</sup>.*

## **LA CONFEDERATION SYNDICALE PAN-CHINOISE - ALL CHINA FEDERATION OF TRADE UNIONS (ACFTU)**

Au niveau national, l'ACFTU est la seule confédération syndicale légale en Chine. D'après la loi, la création de syndicats à un niveau inférieur est soumise à l'accord de la direction de l'ACFTU. Toute tentative de fonder un syndicat indépendant est illégale et passible de poursuites judiciaires. L'ACFTU est légalement tenue d'accepter « la direction du parti ». Il n'existe aucun mécanisme démocratique interne, laissant ainsi les adhérents sans aucun moyen de s'exprimer<sup>3</sup>.

Avant l'introduction de l'économie de marché, l'ACFTU était connue pour ses positions productivistes liées au rôle dévolu au syndicat dans la « construction du socialisme », ce qui signifiait que l'ACFTU considérait que sa première mission était avant tout d'aider la direction de l'entreprise à rendre les salariés plus productifs. Depuis les années 1980, la politique socio-économique du Parti communiste chinois a connu de profonds changements et les directions d'entreprise, dans le secteur public comme dans le privé, ont maintenant la possibilité de licencier les salariés.

Les positions productivistes de l'ACFTU n'ont cependant pas changé, bien qu'elles soient maintenant davantage au service de la « construction capitaliste » que de la « construction socialiste ». Les syndicats locaux de l'ACFTU sont devenus des partenaires des directions d'entreprise. Par exemple, un cadre subalterne coréen de la Korean Beijing Modern Car Company a fait l'éloge du syndicat local de l'ACFTU, non pas pour avoir défendu les intérêts des salariés, mais pour avoir permis de les faire travailler de nuit peu de temps après l'inauguration de l'usine, à une époque où il n'y avait pas assez de main-d'œuvre.

Dans le secteur privé, il n'est pas rare que les présidents des syndicats locaux de l'ACFTU soient les patrons ou les cadres supérieurs de l'entreprise. Les syndicats locaux existent seulement sur le papier. Nous n'avons jamais entendu de cas où un syndicat local de l'ACFTU ait soutenu des travailleurs en lutte contre la direction. Dans le cas du conflit de Gold Peak<sup>4</sup>, la direction locale de l'ACFTU ne fit absolument rien pour aider les salariés à connaître la vérité sur l'empoisonnement par le cadmium.



### LA FEDERATION PAN-CHINOISE DES FEMMES - ALL CHINA WOMEN'S FEDERATION (ACWF)

Elle est supposée protéger les femmes du sexisme et de toutes formes d'oppression spécifique des femmes. Malheureusement, elle est autant acquise à l'establishment que l'ACFTU. Comme l'ACFTU, cette organisation est la seule association de femmes autorisée par le PC chinois. Elle a rarement protesté contre les conditions inhumaines que les femmes sont contraintes d'endurer dans les zones franches. Elle va, comme l'ACFTU, dans le sens des directions d'entreprise. À l'usine de chaussures Anjia, par exemple, une usine qui appartient à des capitaux taiwanais, une quarantaine de ses salariées ont été empoisonnées par des produits chimiques en fabriquant des chaussures. Lorsque des salariées se sont tournées vers l'ACWF pour obtenir de l'aide, celle-ci passa un accord avec la direction de l'entreprise accordant des compensations bien inférieures à celles prévues par la loi.

1. Au Loong-Yu et Nan Shan ont fondé à Hong Kong la revue *Globalization Monitor* (voir l'interview de Au Loong-Yu dans ce numéro). Zhang Ping milite en Chine continentale.
2. Les deux documents qui suivent sont extraits de « Women Migrant Workers under the Chinese Social Apartheid » (février 2007) [www.cawinfo.org/pdf/final\\_10.pdf](http://www.cawinfo.org/pdf/final_10.pdf)  
Concernant les syndicats, on peut se reporter à Cai Chongguo et Pierre Concialdi : Les syndicats chinois entre impuissance et immobilisme - *Chronique internationale de l'IREs* n° 102 (septembre 2006). [www.ires-fr.org/files/publications/chronique%20internationale/c102/c1027.pdf](http://www.ires-fr.org/files/publications/chronique%20internationale/c102/c1027.pdf)
3. Dans son interview à la *New Left Review* de novembre 2006, dont des extraits sont présentés dans ce numéro, Han Dongfang exprime un point de vue plus nuancé.
4. Voir le texte consacré aux luttes ouvrières dans ce numéro et [www.amisdelaterre.org/Empoisonnement-au-Cadmium-en-Chine.html](http://www.amisdelaterre.org/Empoisonnement-au-Cadmium-en-Chine.html)

# LES RAISONS DE L'EXODE RURAL

Par Yang Lian<sup>1</sup>



**L**a croissance rapide du nombre de travailleurs migrants surexploités repose sur l'existence d'un immense réservoir de main-d'œuvre dans les campagnes. C'est là que vit misérablement plus de la moitié de la population chinoise, soit davantage que le total de la population de l'Union européenne. Ce qui suit<sup>2</sup> présente les raisons pour lesquelles cet afflux de migrants n'est pas prêt de se tarir même si quelques améliorations ont eu lieu récemment<sup>3</sup>.

L'agriculture chinoise stagne depuis des années. En 2003, la production de céréales était au même niveau qu'en 1990, tandis que le revenu moyen des paysans avait été divisé par six depuis 1997. Étant donnée l'augmentation du coût des soins de santé et de l'éducation, leur pouvoir d'achat réel a encore plus baissé.<sup>4</sup>

Plutôt que de chercher à augmenter le niveau de vie des paysans et à réduire la fracture entre industrie et agriculture, les autorités centrales continuent à les tirer vers le bas. Les greniers restent vides et la nourriture est achetée de façon croissante à l'étranger. Le nouveau grand marché de consommation n'est qu'une invention et un rêve des pays capitalistes occidentaux : plus de la moitié de la population fait partie de ce que la Banque mondiale appelle " le quatrième monde ", avec un pouvoir d'achat équivalent à celui des pays les plus pauvres du monde.

***La situation difficile des paysans est rendue invivable par le véritable racket auquel ils sont soumis.***

Avec l'abolition des Communes populaires en 1984, (...) la propriété de la terre a été transférée non pas aux paysans, mais aux municipalités. Celles-ci furent autorisées à lever leurs propres impôts, et cela sans avoir à publier leur comptabilité et, bien sûr, sans mécanisme de contrôle par en bas.

Résultat, la croissance de la bureaucratie locale a conduit à une vaste prolifération de taxes prélevées directement sur les paysans, non plus sous forme de biens ou de corvées mais en argent liquide, et plus ou moins selon le bon vouloir des responsables intermédiaires.

Dans leur livre, Chen et Wu<sup>1</sup> ont tenté de faire la liste de ces taxes. Ils ont comptabilisé 93 taxes levées par différents ministères, ainsi que 293 taxes payables à la municipalité ou au canton, mais ils ont finalement renoncé, concluant que les paysans payaient, suivant leur expression, « plus de taxes qu'il y avait de poils sur une vache ». Il existe en effet des taxes pour financer la construction des bâtiments de la mairie, des écoles, du centre médical, du club social des membres du parti, du centre de propagande de la politique familiale, des entreprises appartenant au village, ainsi que le fond pour la défense de l'environnement et la prévention de la criminalité.

Il existe des taxes pour l'éducation (pour le salaire des enseignants supplémentaires, pour réparer les bâtiments, financer les bibliothèques et divers équipements), des taxes pour la politique familiale (santé infantile, alimentation après avortement, salaire des responsables). Il y a aussi des taxes pour la milice populaire et les services sociaux.

Il faut ajouter celles pour la réparation des routes, la construction de maisons, les services vétérinaires, la dératisation et l'équipement de la police en uniformes, en vélomoteurs, ou en mégaphones. Il y a de plus les taxes sur les porcs (reproduction, égorgement et naissance des porcelets), même pour les paysans qui ne possèdent pas de cochons.

Et par-dessus tout cela, les paysans doivent payer des « taxes administratives » pour financer les déplacements et diverses autres dépenses des membres du parti ou des délégués à l'Assemblée nationale lorsqu'ils participent à des événements officiels ou à des réunions politiques.

Si les paysans n'ont pas d'argent, l'équipe de collecte des impôts du secrétaire local du parti confisque leurs cochons, leurs meubles, leurs récoltes et leurs machines. En cas de résistance, il peut appeler les forces de sécurité et les paysans sont alors battus, arrêtés ou emprisonnés.

Brutalités et intimidations sont monnaie courante : le fils du président du parti du district de Jiwangchang avait l'habitude de débarquer avec une escorte de la milice populaire et, si les paysans essayaient de se cacher dans les maisons pour ne pas donner l'argent réclamé, "il défonçait la porte, faisait payer le paysan en y ajoutant le remboursement des frais occasionnés par le cassage de la porte. Après avoir collecté tout l'argent, il emmenait toute sa bande au restaurant pour un énorme repas, et demandait ensuite au village de régler la note ».

Le secrétaire du parti du canton de Linquan envoya une équipe de 300 personnes pour « enquêter » sur le contrôle des naissances dans un village. En une seule année, trois fonctionnaires du village de Sunmiao, arrêtèrent plus de 200 villageois des environs pour « violation de la réglementation du contrôle des naissances », et les enfermèrent dans un centre de détention sans fenêtre jusqu'à ce que leurs familles viennent payer une lourde amende.

***Pour toutes ces raisons des luttes sociales intenses se déroulent dans les campagnes.***

Les paysans de Duzhuhu, dans le district de Huangyu, par exemple, utilisent des signaux d'alerte lorsqu'une équipe de collecteurs d'impôts est repérée en train de s'approcher du village. Si l'équipe s'approche par l'ouest, les villageois de ce côté du village tapent sur une cymbale en cuivre. S'ils arrivent par l'est, les villageois de ce côté utilisent des sifflets. Au signal, tous les paysans saisissent toutes les armes possibles, comme des bâtons ou des couteaux, et se précipitent pour attaquer les collecteurs.

Souvent, ce sont les villageois qui ont voyagé en ville ou qui ont une certaine éducation qui prennent la tête du mouvement. Lorsqu'ils ne peuvent plus supporter de tels pillages, ils envoient des déclarations écrites réclamant l'aide des représentants les plus élevés de l'Etat.

Ding Zuoming, un jeune paysan du village de Luying dans le canton de Anhui's Lixin, suivait à la radio les débats du Comité central du Parti concernant la réduction de l'imposition rurale. Il écrivit un tract expliquant à ses voisins que les taxes levées par les fonctionnaires locaux pour le fond destiné au développement du village étaient beaucoup trop élevées.

Cela ressemblait beaucoup à la propagande que faisaient les cellules communistes clandestines dans les zones contrôlées par le général Jiang Jieshi (Tchang Kaï-chek) avant 1949.

Ding conduisit une délégation de paysans auprès du comité de village du parti, et envoya une série de lettres aux autorités supérieures. Rapidement, quelques cadres du village s'en prirent physiquement à lui, puis l'accusèrent de les avoir attaqués. Lorsque Ding refusa de payer l'amende qu'ils lui demandaient, il fut emprisonné au poste de police du village, torturé et battu à mort. Une foule furieuse de villageois quitta Luying pour monter à la capitale du canton, se transformant à l'arrivée à Jiwangchang, en une manifestation bruyante de milliers de personnes, avec des tracteurs, des tricycles, des camions agricoles, des charrettes et des rickshaws<sup>5</sup>. Alertées par le reporter de l'agence *Chine Nouvelle*, les autorités centrales avaient été mises au courant de la manifestation plus rapidement que par le comité du parti de Lixin.



Ils savaient aussi que des dizaines de milliers de paysans venaient juste de s'affronter à la police lors d'une manifestation contre les taxes excessives dans le canton de Renshou (province du Sichuan), et voulaient être certain qu'il n'y aurait pas d'escalade.

Une équipe du Comité central fut envoyée à Lixin pour réprimer les responsables de « l'affaire Ding Zuoming ».

Mais, retournant au village de Luying huit ans après la mort de Ding, Chen et Wu découvrirent que sa famille n'avait toujours pas reçu la compensation stipulée lors du procès. Les enfants de Ding avaient dû quitter l'école prématurément pour aider leur mère sans le sou à travailler aux champs.

Lorsque les paysans surtaxés ont demandé une enquête sur les comptes du village de Xiaozhang, Zhang et ses brutés de fils attaquèrent avec des couteaux les enquêteurs, tuant quatre d'entre eux. Sur instruction du comité du parti du canton de Guzhen, la télévision locale expliqua que les morts étaient dûes à une « dispute », sans mentionner les antécédents de Zhang concernant des crimes et des extorsions de fonds.

Lorsque les familles des victimes allèrent manifester au chef-lieu du canton pour se plaindre, les cadres locaux leur ont demandé de se taire et leur ont interdit d'envoyer des rapports aux autorités supérieures ou de répandre des rumeurs sur cette affaire.

Les familles des victimes n'ont pas été prévenues quand le tribunal municipal a siégé pour ces meurtres et elles n'ont pas eu le temps de trouver des avocats. Aucun enquêteur n'a été envoyé pour interviewer les témoins. Aucun des parents des victimes n'a pu voir l'acte d'accusation, qui ne mentionnait nulle part l'équipe de contrôle fiscal. Lorsqu'ils se sont précipités au tribunal, on leur a dit qu'ils avaient le droit d'écouter, mais pas de parler. Quand ils tentèrent de faire appel contre les sentences légères rendues contre certains meurtriers, leur demande fut rejetée. Lorsque Chen et Wu se rendirent à Xiaozhang en 2001, les familles vivaient dans la peur, car l'un des meurtriers était encore en liberté.

Lorsqu'une délégation du village de Wangying s'est rendue à Beijing (Pékin) pour essayer d'obtenir l'application à leur village de la politique de réduction d'impôts, des manifestations locales contre les pratiques d'extorsion de Zhang Xide, le secrétaire du parti du canton, entraîna de nouvelles menaces contre les villageois. Les trois villageois de la délégation avaient été reçus de façon sympathique au ministère de l'agriculture et les autorités du canton avaient été obligées d'envoyer une équipe d'enquêteurs à Wangying. Néanmoins, à leur retour, l'un d'entre eux, Wang Junbin, un ancien soldat et membre du parti, fut licencié de son poste et les deux autres furent battus par les autorités municipales.

Après que les policiers venus pour arrêter les trois hommes au milieu de la nuit aient été chassés par les paysans en colère, Zhang Xide envoya huit camions lourdement armés des forces de sécurité pour briser la résistance. Pendant les arrestations massives qui suivirent, deux des villageois furent envoyés en prison dans la région d'où Zhang Xide est originaire. Ils y restèrent deux mois, avec les mains attachées dans le dos, jour et nuit, obligés de manger dans un bol posé sur le sol comme des animaux.



Quand leur procès eut finalement lieu, ils eurent des sentences légères, grâce aux rassemblements de masse organisés à l'extérieur du tribunal du canton de Linquan, et Zhang Xide fut transféré dans un autre canton. Un des trois villageois a été récupéré par le pouvoir. Il fut réadmis dans le parti et embauché comme secrétaire du village de Wangying. En 2001, *"comme si le système du parti en zone rurale était un lac magique dans lequel il suffisait de se baigner pour changer de caractère"*, comme le commentent Chen et Wu, Wang Junbin fut accusé par les paysans de Wangying de s'être mis dans la poche les indemnités de sécheresse prévues pour le village.

La surexploitation de la paysannerie est un choix politique délibéré des autorités chinoises. Les mobilisations dans les villes sont beaucoup plus dangereuses pour elles et ont beaucoup plus de chances d'avoir une couverture médiatique avec un effet négatif sur les investisseurs.

L'Occident a les mêmes préoccupations : les capitalistes occidentaux craignent encore plus l'instabilité en Chine que le parti communiste chinois lui-même. Ils ont besoin de l'autorité du parti pour sauvegarder leurs milliards de dollars d'investissements. Pour cette raison, ils sont prêts à fermer les yeux sur n'importe quels crimes commis par le parti contre son peuple, en premier lieu en déconnectant les violations des droits de l'Homme des relations commerciales. Les capitalistes occidentaux sont sourds aux nombreux appels contre le recours à des conditions de travail inhumaines ou l'interdiction du Fa Lun Gong<sup>6</sup>.

La richesse créée par le sang et la sueur des paysans est accaparée par des bureaucrates corrompus, ou envoyée à l'étranger pour acheter des Bons du Trésor américain permettant aux estomacs occidentaux de poursuivre leur consommation sans fin.

1. Yang Lian est né en 1955. Poète contestataire, il était en voyage à l'étranger lors du « Printemps de Pékin » de 1989. Il vit en exil depuis cette époque. [www.nzepc.auckland.ac.nz/authors/yang/ylbio.asp](http://www.nzepc.auckland.ac.nz/authors/yang/ylbio.asp)
2. Les textes présentés ici sont des extraits d'un article de Yang Lian paru dans le numéro de mars-avril 2005 de la *New Left Review*. [www.newleftreview.org/?page=article&view=2556](http://www.newleftreview.org/?page=article&view=2556) Cet article présente une enquête de Chen Guidi et Wu Chuntao publiée en Chine, et qui a valu à leurs auteurs de lourdes amendes. Huit millions de copies pirates de ce livre circulent en Chine depuis que le pouvoir en a interdit l'impression.
3. En septembre 2007, Cai Chongguo déclarait à *Solidaires* : « À la campagne il y a toujours beaucoup d'affrontements liés aux expropriations de terres et à la pollution. Depuis 2006, beaucoup de taxes sur les paysans ont été supprimées, mais cela n'a pas beaucoup d'effet sur le niveau de vie des paysans, car le prix des produits industriels comme les engrais et des insecticides ont beaucoup augmenté. Dans les campagnes, l'école primaire et le collège sont redevenus gratuits, mais pas le lycée ou l'université, et pour les paysans, cela coûte très cher. Un système de protection sociale a été mis en place, mais il fonctionne très mal ». Voir aussi à ce sujet Marie-Claire Bergère *Capitalismes et capitalistes en Chine* p 249 ed. Perrin (2007).
4. Le revenu agricole mensuel moyen était en 2004 de 220 yuans (22 €), et un travailleur migrant (mingong) issu de cette paysannerie pouvait toucher 700 yuans (70 €) mensuels en allant travailler en ville.
5. Un rickshaw est un tricycle utilisé pour le transport de personnes.
6. Fa Lun Gong : mouvement spirituel chinois fondé en 1992, qui comptait en 1999 environ 70 millions de pratiquants. Depuis 1999, il fait l'objet d'une répression se traduisant par des arrestations et des emprisonnements. Voir [http://fr.wikipedia.org/wiki/Fa\\_Lun\\_Gong](http://fr.wikipedia.org/wiki/Fa_Lun_Gong)



# UN APARTHEID GÉOGRAPHIQUE ET SOCIAL

Par Au Loong-Yu , Nan Shan et Zhang Ping<sup>1</sup>

La situation déplorable des salariés s'explique par le fait que le régime de parti unique et tout son système de contrôle social est resté intact pendant tout le processus de réforme. Les travailleurs ne disposent pas des droits fondamentaux d'association, de grève et de liberté de la presse. On les dépouille ainsi de leur principale arme pour se défendre, par eux-mêmes, des employeurs sans scrupules et des autorités locales corrompues.

Le summum est atteint pour les travailleurs migrants issus des campagnes. Ils sont encore plus réprimés que les autres par un autre aspect du contrôle étatique qui consiste en un apartheid dirigé contre les habitants des zones rurales.

Pour cette raison, toute analyse de la condition ouvrière en Chine ne peut pas faire l'économie d'une enquête sur le système d'enregistrement de la résidence ou *hukou*. Ce genre de procédé existe en Chine depuis plus de 2 000 ans. Il avait été instauré à l'ère impériale afin d'exercer un contrôle social et de faciliter la levée des impôts. En 1911, lorsque la Chine est entrée dans l'époque moderne<sup>2</sup>, les premiers « seigneurs de guerre »<sup>3</sup> puis le gouvernement du Guomindang (Kuomintang)<sup>4</sup> ont maintenu le système du hukou. Néanmoins, c'est sous le gouvernement du PC que les fonctions de contrôle politique et social du hukou ont atteint des niveaux inégalés.

En 1958, lorsque la politique d'industrialisation à marche forcée a été inaugurée (période dite du "Grand bond en avant"), le système du hukou a été fortement renforcé et a fini par devenir un régime qui faisait des ruraux des citoyens de seconde classe. Les habitants bénéficiaient de certains droits en fonction de leur hukou, allant du droit de se déplacer de la campagne à la ville ou d'une région à l'autre, jusqu'aux droits sociaux divers auxquels les citoyens pouvaient avoir, ou ne pas avoir accès.

Au début des années 1990, le système du hukou présentait les caractéristiques suivantes :

**1.** Chacun était obligé de rester dans la ville ou le village dont il était résident et ne pouvait changer de lieu de résidence sans l'autorisation préalable des autorités locales. Dans les faits, le hukou est devenu pour le citoyen ordinaire une identité à vie, voire héréditaire. La mobilité entre les villages et entre les villes était ainsi étroitement contrôlée.

**2.** Avec la mise en place de « l'économie planifiée », tous les avantages sociaux, y compris les denrées de base, le logement, les soins médicaux et les retraites passèrent sous le contrôle des autorités de planification, toutes ces prestations étant réparties uniquement en fonction du hukou. Une personne sans hukou était tout simplement un paria et n'avait aucun moyen de survivre.

**3.** Une des principales fonctions du hukou est de tenir les populations rurales à l'écart des villes, de les empêcher d'y pénétrer, de les empêcher d'accéder aux prestations sociales dont jouissaient les citoyens : la gratuité des soins médicaux, les logements publics, l'éducation gratuite, le bas prix des biens de consommation, etc.

**4.** Le hukou est héréditaire. Les citoyens des campagnes et leurs enfants conser-

vent pratiquement toujours un hukou rural, sauf s'ils entrent dans l'armée ou font des études supérieures. De plus, jusqu'en 1988, ce système était encore plus discriminatoire envers les femmes des zones rurales. Les enfants héritaient en général davantage du hukou de leur mère que de celui de leur père. Pour cette raison, les paysannes se voyaient privées de toute possibilité d'ascension sociale qu'elles auraient pu obtenir en se mariant à un citadin. Alors qu'un migrant venu des campagnes qui se mariait avec une citadine avait la possibilité d'obtenir le droit de résider en ville, la même chose n'était pas possible pour une paysanne. Pour cette raison, les citadins ne voulaient pas se marier avec des campagnardes, car leurs enfants auraient alors hérité du hukou de leur mère, ce qui constituait une importante dégradation du statut social, que beaucoup n'acceptaient pas. Ce système était en fait conçu pour empêcher les femmes de la campagne et leurs enfants de devenir des résidents citadins permanents, et les reléguait ainsi au statut de citoyen de troisième zone.

**5.** Les chefs de famille ont la responsabilité de conserver le livret de famille. Cela donne en pratique le pouvoir aux parents d'interférer dans les choix de leurs enfants. Par exemple, pour se marier, les enfants doivent présenter le livret de famille. Si les parents ne sont pas d'accord avec le choix de leur fils ou de leur fille, il leur suffit de refuser de leur donner le livret de famille. Étant donnée la tradition patriarcale de la Chine, les filles sont particulièrement victimes de cette situation.

**6.** Jusqu'en 2003, les migrants qui violaient les règles du système du hukou s'exposaient à de lourdes peines, incluant des amendes, la prison, ou le renvoi dans leur lieu d'origine (et cela à leurs propres frais, ceux qui n'avaient pas l'argent nécessaire devaient participer à des travaux forcés pour payer leur voyage). Ne pas pouvoir fournir le document requis pouvait se traduire par des sévices physiques, ou même la mort.

**7.** Il n'est pas permis de participer à l'élection des députés si l'on n'a pas le hukou de la circonscription, même si on y vit ou y travaille depuis de nombreuses années.

Le système du *hukou* s'est montré utile aussi bien pour "la construction du capitalisme" qu'antérieurement pour "la construction du socialisme". Il agit actuellement comme un puissant moyen pour tirer vers le bas les salaires des migrants et les empêcher d'obtenir de meilleurs emplois dans les villes. Même s'il ne parvient pas à les empêcher de résister à l'exploitation, il réussit toutefois à les empêcher de s'organiser. Venant de diverses provinces, subissant des discriminations, ayant une faible estime d'eux-mêmes, étant conscients d'être des étrangers devant retourner tôt ou tard chez eux, il est très difficile pour ces travailleurs qui constituent cette grande armée de réserve de migrants de s'impliquer dans tout effort durable d'organisation et encore plus d'acquérir une conscience de classe.

Alors que les salariés des entreprises d'État ont au moins un réseau de relations sur place qui peuvent les soutenir en cas de difficultés, la masse des migrants venant des campagnes et travaillant dans les usines privées ne disposent pas de tels réseaux pour les soutenir. Pour cette raison, ces salariés sont plus atomisés que ceux travaillant dans les entreprises d'État.

Même si certains sont prêts à se battre pour leurs droits légitimes, les sanctions encourues par ceux qui cherchent à organiser les salariés sur des bases indépen-

dantes sont si importantes que cela dissuade la plupart d'entre eux.

En résumé, le système du hukou s'est montré un outil très efficace pour mettre en oeuvre le projet de la bureaucratie de réinsertion dans le capitalisme mondialisé. Son existence a permis l'enrichissement de la bureaucratie et des nouveaux entrepreneurs aux dépens des travailleurs migrants.

Depuis le milieu des années 1990, le système du hukou a été graduellement assoupli. Premièrement, les ruraux ont été autorisés à acheter une carte temporaire de résident urbain (en général valable pour un an) leur permettant de travailler légalement. Le coût de ces cartes a progressivement baissé et est devenu accessible. À partir de 1998, les parents ont eu la possibilité de transmettre leur titre de résidence (*hukou*) par la mère ou par le père, ce qui a diminué la discrimination existant contre les femmes paysannes.

En 2003, après que le vacarme ayant entouré la mort de Sun Zhigang<sup>5</sup> ait alarmé les autorités, les lois sur l'emprisonnement et le rapatriement des « sans papiers » (ceux qui ne disposent pas du bon hukou) ont été abolies. L'apartheid géographique a été ainsi largement éliminé. Néanmoins, l'apartheid social en général, et en particulier le système du hukou, est demeuré intact.

Le marquage permanent comme « étranger » et citoyen de seconde classe est demeuré inchangé et il empêche les travailleurs migrants d'accéder à l'ascenseur social dans les villes. La plupart des emplois corrects continuent à être réservés à ceux qui possèdent le titre local de résidence (*hukou*). Les migrants continuent à ne pas pouvoir s'installer définitivement en ville, ils peuvent seulement y travailler quelques années, et doivent retourner ensuite dans leur village d'origine.

Il est donc pour eux extrêmement difficile de faire des projets à long terme dans cet environnement qui leur est étranger.

Bien que le *hukou* puisse dorénavant être transmis aux enfants par le père ou par la mère, on est encore très loin d'une réelle égalité des sexes. L'élimination de l'inégalité légale entre les sexes après 1998, en ce qui concerne le système du *hukou*, n'implique pas l'élimination de l'inégalité dans les faits. À la campagne, en général, les femmes bénéficient de moins d'éducation et on considère que leur rôle est de s'occuper de leur famille. Pour cette raison, beaucoup de travailleuses migrantes, après avoir travaillé quelques années en ville, doivent revenir dans leur village après leur mariage afin de s'occuper de leur famille. Il en résulte qu'elles considèrent leur présence en ville comme temporaire, encore plus que ne le font les migrants de sexe masculin.

1. Au Loong-Yu et Nan Shan ont fondé à Hong Kong la revue *Globalization Monitor* (voir l'interview de Au Loong-Yu dans ce numéro). Zhang Ping milite en Chine continentale.

Les textes présentés ici sont extraits de « Women Migrant Workers under the Chinese Social Apartheid » (février 2007) [www.cawinfo.org/pdf/final\\_10.pdf](http://www.cawinfo.org/pdf/final_10.pdf)

2. En 1911, le régime impérial a été renversé par une insurrection républicaine.

3. Les « Seigneurs de guerre » sont des militaires qui s'emparèrent de parties de la Chine dans les années 1920.

4. Le Guomindang (Kuomintang) avait dirigé l'insurrection de 1911, il est ensuite passé aux mains du général Jiang Jieshi (Tchang Kai-chek) qui combattit les communistes. Il fut finalement battu par eux en 1949 et dirigea un Etat séparé dans l'île de Taïwan.

5. Sun Zhigang, un travailleur migrant de vingt-sept ans, styliste de mode, est mort trois jours après son arrestation en mars 2003. Une autopsie a révélé qu'il avait été violemment passé à tabac avant sa mort. <http://web.amnesty.org/library/Index/FRANWS210062003?open&of=FR-A-SWZ>

### *La réforme du système d'enregistrement de la résidence (hukou)*

Depuis 2001, face à l'inefficacité d'un système devenu trop complexe et au mécontentement des migrants, des réformes ont été initiées.

La séparation rigide entre certificat de résidence agricole ou non agricole est officiellement critiquée. L'objectif annoncé est de mettre fin à ce double système au cours des années à venir. Certaines provinces ont mis en place un système unifié de « foyers résidents » ne faisant plus référence, sur le plan interne, aux statuts agricole ou non agricole.

Une deuxième réforme a pour visée d'instaurer une plus grande adéquation entre domicile de fait et domicile de droit. Désormais, les personnes qui possèdent un domicile fixe, un emploi stable ou des sources de revenu régulières dans une localité urbaine correspondant au chef-lieu de district ou à une petite ville doivent pouvoir y domicilier leur hukou si elles le désirent.

Il s'agit ainsi de simplifier le système existant dans quelques 20 000 localités en supprimant les sous-catégories de hukou et en accordant automatiquement aux migrants qui le désirent le statut de résident permanent. A moyen terme, ce modèle doit être étendu aux grandes villes et aux métropoles.

Le recours à l'usage de quotas limitant le nombre de nouveaux arrivants dans chaque localité urbaine a déjà diminué. L'absence d'un système unifié de sécurité sociale sur l'ensemble du territoire chinois est toutefois avancée pour justifier le rythme très progressif des réformes en cours.

Transférer son hukou en ville est néanmoins possible aujourd'hui pour ceux qui possèdent des ressources et un domicile fixes, et qui peuvent répondre aux besoins du développement économique et social local. En d'autres termes, les critères permettant d'obtenir des droits de résidence permanents en milieu urbain sont aujourd'hui établis au niveau des gouvernements municipaux dans les grandes villes. Celles-ci détiennent ainsi les moyens de peser sur la taille et la composition de la population locale en enregistrant d'emblée certains migrants comme des résidents officiels et en ne reconnaissant aux autres que des droits temporaires.

D'après Isabelle Thireau dans *Dictionnaire de la Chine contemporaine*, Armand Colin (2006) pp. 89-91

# LES SITUATION DES TRAVAILLEURS MIGRANTS

Par Au Loong-Yu, Nan Shan et Zhang Ping<sup>1</sup>

Les 150 millions de paysans qui ont quitté les zones rurales à la recherche d'un emploi forment une partie de la classe ouvrière qui s'est constituée à côté de l'ancienne. Avec le régime du parti unique, les salariés n'ont pas le droit élémentaire d'association et sont donc extrêmement fragiles face à une « super exploitation ». Ayant un moins bon niveau d'étude et une moindre qualification que les citoyens, les migrants venus des campagnes chinoises ont une valeur sur le marché du travail substantiellement plus faible. Beaucoup de ces travailleurs sont des femmes, et elles occupent le niveau le plus bas dans la pyramide de l'exploitation.

Les salaires des migrants sont si faibles<sup>2</sup> qu'ils ont attiré une masse colossale d'investissements étrangers. Les statistiques chinoises montrent que la Chine est devenue le point de chute favori des multinationales. Les investissements directs à l'étranger affluent en effet vers les pays où les salaires sont excessivement bas, ce qui permet un taux de profit élevé. Et les salaires sont très faibles en Chine, encore plus bas qu'en Inde, bien que le PIB chinois par habitant soit le double de celui de l'Inde. La Chine a obtenu le titre d'« atelier du monde » à cause de ses énormes exportations, son véritable titre devrait plutôt être « le baignoire du monde ».

Il existe 800 zones franches<sup>3</sup> dans le monde, employant environ 30 millions de salariés. À elles seules, les zones franches chinoises en emploient environ 20 millions, soit les deux tiers du total mondial.

En 1995, l'Etat a adopté le premier Code du travail, qui offrait une protection pour les salaires, les heures de travail, la réglementation du travail, les congés, etc. Mais ce Code est rarement appliqué. Dans la plupart des cas, les services locaux du ministère du travail font la sourde oreille aux plaintes des salariés, allant parfois même jusqu'à leur demander de renoncer à leurs revendications parfaitement légitimes.

Cela aide beaucoup les multinationales et leurs sous-traitants à exploiter sans scrupule les salariés, particulièrement les femmes qui constituent la majorité absolue des salariés des zones franches. Dans celles-ci, les salariés travaillent entre 12 et 14 heures par jour. En cas de commandes urgentes, il n'est pas rare que les travailleurs travaillent de 8h à 22h, et même parfois jusqu'à 2h du matin. Cela dépasse bien sûr largement la durée maximale des heures de travail<sup>4</sup>. Beaucoup de salariés n'ont qu'un ou deux jours de congé par mois, et certains n'en ont aucun. Les salariés ont du mal à tenir dans de telles conditions, mais le refus de faire des heures supplémentaires se traduirait par un licenciement. Seuls les jeunes adultes peuvent supporter une telle charge. Quand ils approchent la trentaine, ils ont du mal à continuer ainsi et ils démissionnent d'eux-mêmes, ce qui dispense la direction de leur payer les indemnités auxquelles ils auraient droit s'ils avaient été licenciés.

Dans les zones franches, il y a de loin beaucoup plus de femmes que d'hommes,

et elles ont donc du mal à trouver un compagnon. Lorsqu'une femme en trouve un, elle peut être confrontée à une opposition familiale, notamment si l'homme ne vient pas du même canton. Par ailleurs, les parents des salariées migrantes incitent leurs filles à ne pas prendre de partenaire dans les villes. De plus, le règlement de certaines usines oblige les salariées à démissionner si elles se marient. Il est fréquent que des couples de la même zone franche vivent séparément, chacun habitant dans le dortoir de sa propre usine. Même quand le couple travaille dans la même usine, ils doivent vivre dans des dortoirs séparés, rendant toute vie sexuelle normale impossible. Les femmes enceintes doivent très souvent démissionner, tout simplement parce qu'elles ne peuvent pas continuer à travailler dans des conditions aussi difficiles et que la direction les affecte rarement à des postes moins pénibles. Ainsi, les employeurs n'ont pas à payer de congés maternité, bien que ceux-ci soient prévus par la loi. Les travailleuses sont utilisées comme de simples outils destinés à créer de la « valeur ajoutée », et pas comme des êtres humains. Dans la ville de Shenzhen, près de Hongkong, le salaire minimum, en 2006-2007, était de 700 ou 800 yuans par mois, (580 ou 690 yuans pour 2005-2006). Bien que ce soient les salaires minimums les plus élevés du pays, ils restent scandaleusement bas. Néanmoins, la majorité des travailleurs migrants n'a même pas ce niveau de salaire : certains peuvent avoir seulement 300 yuans, ce qui est insuffisant pour se nourrir correctement.

Beaucoup de salariés tombent malades à cause des heures supplémentaires. Ils se heurtent à de nombreux obstacles pour rester en bonne santé comme la politique brutale du patronat de refus de congés maladie, de restriction du droit d'aller aux toilettes, le coût élevé des soins dans les hôpitaux privés et publics, etc. La plupart des femmes salariées souffrent de règles douloureuses. Beaucoup sont myopes<sup>5</sup>, particulièrement celles qui travaillent dans les usines d'électronique. Nombre d'entre elles subissent des accidents de travail et l'exposition à des produits toxiques. À ces problèmes physiques s'ajoutent, pour les femmes, des souffrances morales dues à leur séparation d'avec leur famille, à l'absence de réseaux d'entraide dans les villes, au harcèlement sexuel, etc.

1. Au Loong-Yu et Nan Shan ont fondé à Hong Kong la revue *Globalization Monitor* (voir l'interview de Au Loong-Yu dans ce numéro). Zhang Ping milite en Chine continentale.

Les documents qui suivent sont extraits de « *Women Migrant Workers under the Chinese Social Apartheid* » (février 2007) [www.cawinfo.org/pdf/final\\_10.pdf](http://www.cawinfo.org/pdf/final_10.pdf)

2. Autour de 700 yuans mensuels (70 euros).

3. Sur les Zones franches, voir [www.icftu.org/www/pdf/wtoepzreport2003-fr.pdf](http://www.icftu.org/www/pdf/wtoepzreport2003-fr.pdf) et notamment les pages 22-23.

4. La durée maximale de travail est de 40 heures hebdomadaires, plus 36 heures supplémentaires par mois, soit environ 9 heures 45 minutes en moyenne par jour.

5. Entre décembre 2006 et janvier 2007, *Globalization Monitor* a réalisé une mini-enquête sur 54 volontaires d'une zone industrielle du Delta des perles : 41 % d'entre eux étaient myopes.

# LES LUTTES OUVRIERES EN CHINE

## LES LUTTES CONTRE LE DEMANTELEMENT DU SECTEUR PUBLIC

par Au Loong-yu, Zhang Ping et Lam Chi-Leung<sup>1</sup>

*Dans les années 1990, d'importantes luttes ont eu lieu contre le démantèlement d'entreprises publiques<sup>2</sup> avec manifestations, blocage de routes et de voies ferrées, affrontements avec la police, et parfois même occupations d'usines avec remise en route de la production par les travailleurs.*

*En 2002, la lutte des salariés des champs pétrolifères de Daqing<sup>3</sup> a constitué le mouvement contre les suppressions d'emplois le plus important que la Chine ait jamais connu.*

L'échec de cette lutte a été vécu comme la défaite du mouvement national de résistance des travailleurs des entreprises d'Etat contre les privatisations.

Mais en 2005, le mouvement des salariés des entreprises d'Etat est entré dans une nouvelle phase. Non pas parce que de grandes luttes se sont produites, mais plutôt parce que la nouvelle vague de suppressions d'emplois concernait maintenant le secteur des services, comme par exemple les banques<sup>4</sup>.

L'entrée de la Chine dans l'OMC<sup>5</sup> impose en effet à la Chine d'ouvrir à la concurrence son secteur bancaire. Pour cette raison, depuis 2000, les banques d'Etat commencent à supprimer des emplois. En quelques années, la Banque commerciale et industrielle de Chine a licencié 110 000 salariés sur 400 000, et une autre banque 150 000. Les salariés licenciés se sont contactés et ont organisé une manifestation à Pékin. Bien que celle-ci ait réuni peu de monde, son existence a montré que, pour la première fois, les « cols blancs » - perçus comme relativement privilégiés, conservateurs, et ne se mélangeant pas aux « cols-bleus » - se mobilisent contre les suppressions d'emplois.

## LE DEVELOPPEMENT DES LUTTES CHEZ LES TRAVAILLEURS MIGRANTS

par Au Loong-Yu , Nan Shan et Zhang Ping<sup>6</sup>

En dépit de la capacité répressive de l'Etat et du patronat, les travailleurs commencent à résister. Selon le syndicat officiel ACFTU, plus de 10 000 grèves éclateraient chaque année dans la province du Guangdong<sup>7</sup>. D'après nos propres sources, de nombreuses grèves ne sont pas comptabilisées. À Guangzhou (Canton), la capitale du Guangdong, un travailleur nous a déclaré : « dans notre usine, les grèves sont très utiles et très efficaces. À chaque fois que les salaires sont payés en retard ou que la direction introduit de mauvaises mesures, nous faisons grève, et ça marche ».

Dans le passé, le despotisme de l'Etat et de la direction de l'usine était extrêmement efficace pour juguler les mobilisations des salariés. Aujourd'hui, ces mécanismes

commencent à produire l'effet inverse et c'est justement l'ampleur des mesures répressives qui conduisent les travailleurs à riposter. Dans les cas que nous connaissons, les grèves résultent toujours d'une surexploitation dépassant largement les limites physiques et psychologiques des travailleurs.

À l'entreprise Computime, les salariés ont fait grève car, depuis 10 ans, ils ne touchaient que 40 % du salaire minimum. À l'entreprise Juxi, les travailleurs ont fait grève car on les a contraints à faire des heures supplémentaires pendant plus de trois mois, les obligeant à travailler très tard la nuit. À l'entreprise Gold Peak, les salariés ont fait grève parce qu'on leur mentait de façon répétée à propos de leur empoisonnement par le cadmium. Il existe un dicton populaire parmi les travailleurs : « grandes luttes, grandes avancées ; petites luttes, petites avancées ; pas de lutte, pas de victoire ».

Dans la plupart des cas, les travailleurs commencent par s'adresser aux antennes locales du ministère du Travail, en espérant qu'elles interviennent en leur faveur. Et ce n'est qu'après avoir constaté le refus systématique de leurs requêtes qu'ils se mettent en grève. Mais la plupart de ces grèves ont lieu spontanément, sans être préparées car des grèves planifiées supposeraient une organisation préalable. Étant donné la politique répressive menée par gouvernement central, les comités de quartier et les services de sécurité des entreprises, il est impossible de mettre en place des organisations ouvrières. Toute tentative préalable d'organisation constitue une cible facile pour la direction et les autorités locales. Les pays où existent des traditions de mouvement syndical indépendant, ainsi qu'une couche de cadres syndicaux et de militants peuvent plus facilement faire un travail organisationnel préalable à la grève sans risquer la répression. En Chine, le manque de telles traditions et de militants expérimentés rend ce travail d'organisation dangereux et, pour cette raison, il est rare que les grèves soient bien préparées.

Comme le montre le cas de l'entreprise Gold Peak, les jeunes et les salariés ayant fait des études sont en général plus militants que ceux qui sont plus âgés et moins éduqués. À l'entreprise Computime, les travailleurs les plus âgés avaient peur de bloquer le trafic car ils avaient peur d'être frappés par les policiers ou les forces paramilitaires. Ils proposaient à leurs collègues de démissionner plutôt que de faire grève. Mais les plus jeunes leur ont rétorqué que la justice était de leur côté et qu'ils devaient se battre pour elle. Là aussi, le niveau d'éducation a joué. Les jeunes qui avaient fait le plus d'études ont rassemblé des articles du code du travail et expliqué de façon convaincante qu'il n'y avait rien à craindre parce qu'il était clair que c'était l'employeur qui violait la loi.

Dans les quatre conflits décrits ci-dessous (Computime, Gold Peak, Stella, Uniden), la lutte n'a pu déboucher sur la constitution d'une organisation, à cause de la répression ou de la division des salariés, ou l'un et l'autre.

### **1. La lutte de Computime**

Computime International est une compagnie d'électronique dont le siège est à Hong Kong, et qui a au moins deux usines autour de Shenzhen<sup>9</sup>. L'une appartient totalement à Computime, l'autre est détenue en commun avec une compagnie locale. C'est dans la seconde que la lutte s'est déclenchée.

La principale revendication était que les salaires étaient très inférieurs au salaire

minimum. À Shenzhen, le salaire minimum était de 610 yuans en 2004-2005, mais les travailleurs étaient payés seulement 230 yuans. D'autres revendications concernaient les heures supplémentaires obligatoires, l'intensité du travail sur les chaînes de production, le refus de l'entreprise de contribuer financièrement aux avantages sociaux, etc.

Avant le conflit, les salariés avaient déposé une série de revendications auprès du bureau du travail local de la ville de Shenzhen, mais les fonctionnaires avaient négligé ces revendications.

Le 5 octobre 2004 au matin, l'information selon laquelle la direction s'apprêtait à licencier des travailleurs se répandit dans l'usine. Le lendemain matin, 3 000 salariés d'une des principales usines, majoritairement des femmes, sont partis en grève et ont bloqué la route principale pendant quatre heures. Un millier de policiers furent envoyés pour forcer les salariés à évacuer la route. En plus des forces de police régulières, il y avait des agents d'une société de sécurité dirigée par des responsables du pouvoir local. Quatre heures plus tard, les salariés ont été évacués par la force. Deux d'entre eux furent arrêtés par la suite dans l'usine, les forces paramilitaires ayant aidé la police à les identifier grâce aux photos prises pendant cette action. À 16 heures, un premier accord fut trouvé entre les délégués des salariés, la direction de l'entreprise et les autorités locales, qui incluait un alignement des salaires sur le minimum légal.

Les deux ouvriers arrêtés furent relâchés au bout de 15 jours. Le 7 décembre 2004, le bureau du travail de Shenzhen infligea à cette entreprise une amende de 1,96 millions de yuans pour violation du code du travail. Depuis, les travailleurs ont reçu le salaire minimum légal, mais le nombre d'heures supplémentaires a été considérablement réduit. Il en résulte que leur rémunération globale n'est que légèrement supérieure. Suite au conflit, les dortoirs ont été améliorés. Dans les interviews réalisées, les salariés expliquaient clairement qu'ils n'étaient toujours pas satisfaits des salaires pratiqués mais n'avaient pas prévu d'engager d'autre action pour le moment.

Après le conflit, la compagnie Computime déclara publiquement qu'elle payait chaque mois le salaire minimum légal, mais qu'à son insu, le management s'appropriait 60 % de la masse salariale. Nous ne sommes pas parvenus à vérifier cette information. De toute façon, l'usine de Meizi Haiyan a été fermée et les salariés n'ont jamais récupéré les salaires impayés.

## 2. L'exemple de Gold Peak

Gold Peak<sup>10</sup> est une multinationale asiatique basée à Hong Kong et Singapour. Le matériel électrique fabriqué par Gold Peak est vendu dans le monde entier sous différentes marques. La filiale de Gold Peak produisant des piles électriques a commencé à se déplacer de Hong Kong vers la Chine intérieure dans les années 1980 pour profiter des bas salaires qui y sont pratiqués. Dans la province du Guangdong, les capitaux provenant de Hong Kong représentent les deux tiers des investissements étrangers et emploient plus de 10 millions de salariés. Le groupe Gold Peak a plus d'une douzaine d'usines en Chine. À Huizhou, ville de 300 000 habitants dans la province de Guangdong, il y a deux usines du groupe Gold Peak (ABT et PP) qui emploient un peu plus de 3 000 personnes, principalement des femmes.

Ce cas se distingue des autres exemples de la zone du Delta de la rivière des perles (Hong Kong, Guangzhou, Macao) par le rôle moteur que des femmes y ont joué.

En novembre 2003, une ouvrière de l'usine PP est tombée malade et se fit faire des examens médicaux. On découvrit alors qu'elle avait un taux anormalement élevé de cadmium dans le corps. Le cadmium est utilisé pour fabriquer les piles électriques. Il peut provoquer le cancer, des insuffisances rénales et d'importantes douleurs osseuses. Après qu'il ait pénétré l'organisme, il faut entre 7 et 30 ans pour l'éliminer. Les travailleurs atteints rencontrent, dans les années qui suivent, des problèmes de santé. L'Union européenne a restreint fortement l'usage du cadmium, et les piles comportant du cadmium seront interdites d'importation à partir de 2008 à cause de leur toxicité. Les fabricants de piles savent parfaitement qu'une formation ainsi que des équipements de protection sont nécessaires lorsque l'on utilise du cadmium. Le seul moyen de protection fourni par Gold Peak était des masques en papier, totalement inefficaces parce que le cadmium est une poudre fine qui peut être aisément inhalée, même à travers un masque en papier. Gold Peak est même allé jusqu'à imposer à des femmes enceintes de manipuler du cadmium. C'est pourquoi on a trouvé un taux important de cadmium chez leurs enfants. Pendant ce temps, l'empoisonnement se développa aussi dans d'autres usines. En 2005, il a été révélé que dans deux usines de Jet power à Shenzhen et à Hong Kong, on a détecté des taux excessifs de cadmium chez certains salariés dont des cas d'empoisonnement. Soit, au total, dans quatre usines. Un groupe écologiste a détecté une présence de cadmium supérieure aux normes autorisées dans les zones où sont situées les usines.

Rapidement, la nouvelle s'est répandue dans l'usine PP et les ouvriers ont demandé à passer des examens médicaux. La direction n'ayant donné aucune réponse, les salariés ont contacté les services locaux du ministère du Travail pour porter plainte, mais ils n'ont pas eu de réponse non plus. Après de laborieuses négociations et une grève, la direction a finalement organisé des examens sanguins pour plusieurs centaines de travailleurs le 25 mai 2004. Les résultats furent rapidement connus et montrèrent qu'il n'y avait pas de raison de s'inquiéter : le taux de cadmium chez les ouvriers était seulement légèrement supérieur à la moyenne. Mais les travailleurs étaient devenus soupçonneux, et ils se rendirent à l'hôpital de la région du Guangdong pour avoir leurs propres analyses. Les résultats étaient alarmants : certains ouvriers avaient des taux de cadmium de très loin supérieurs à ceux qui résultaient des analyses organisées par la direction de l'entreprise. Scandalisés, 500 travailleurs firent grève pendant trois jours en juin, réclamant la vérité et un traitement médical approprié.

Le 12 juillet, plus de 1 000 salariés de l'usine ABT suivirent l'exemple de l'usine PP et se mirent à leur tour en grève et plusieurs centaines d'entre eux participèrent à une manifestation. « Nous avons préparé un grand nombre de petits drapeaux rouges sur lesquels était écrit "rendez-nous notre santé" ! Nous scandions le slogan et agitions nos drapeaux en allant jusqu'à l'Hôtel de ville. Deux travailleurs de la région du Sichuan étaient en tête. Il s'agissait d'un couple. L'homme criait des slogans avec un haut-parleur et la femme agitait un drapeau. Bien que n'étant pas des salariés de GP, beaucoup de maris accompagnaient leur femme à la manifes-

tation. Les voitures de police vinrent et essayèrent sans succès de nous arrêter. Les policiers nous disent que si nous arrivions en manifestant, le maire serait obligé de démissionner. Un travailleur répondit alors "et bien qu'il le fasse" ! D'autres ouvriers contactèrent l'hôpital de la province pour faire des analyses à titre personnel, mais cette fois l'hôpital refusa, ce qui est clairement contraire à la loi. Certains ouvriers tombèrent malades et, après avoir été hospitalisés, ils furent très souvent renvoyés rapidement à l'usine, sans médicament ni diagnostic. C'est alors que l'ONG de Hong Kong, *Globalization Monitor*, eut connaissance de cette affaire et fit des communiqués dans les médias de Hong Kong. Cela fit immédiatement les gros titres d'un des plus importants quotidiens de Hong Kong. Ce n'est qu'à partir de ce moment que les médias de Chine intérieure commencèrent à parler de cette affaire, mais en tentant toujours de la minorer.

Le 23 juillet 2004, *Globalization Monitor* ainsi que 33 syndicats et associations de Hong Kong firent irruption dans l'immeuble de Gold Peak à Hong Kong pour protester contre les cas d'empoisonnement. Peu de temps après, des salariés de Gold Peak reçurent des menaces de mort. Le 11 août, la chaîne nationale de télévision fit une émission plus équilibrée sur cette affaire. Cela donna de l'espoir aux travailleurs de Gold Peak, et des dizaines d'entre eux décidèrent de faire une pétition auprès du gouvernement central à Pékin.

Fin août, la police et les représentants des autorités de la région du Huizhou ne parvinrent pas à les empêcher de prendre le train pour Pékin. Mais les responsables de la région les attendaient à l'arrivée : ils avaient en effet pris l'avion et étaient arrivés avant eux. N'osant pas empêcher les salariés de venir déposer leur pétition, ils les suivirent à la trace. Au grand soulagement des autorités régionales, les ouvriers rencontrèrent de la part du gouvernement central la même indifférence que celle qu'il leur avait manifestée précédemment, et ils retournèrent chez eux sans avoir rien obtenu.

Le 3 septembre, craignant une aggravation du conflit à Huizhou comme à Hong Kong, l'entreprise décida finalement de révéler partiellement la vérité. Deux ouvriers étaient bien victimes d'un empoisonnement au cadmium (ce nombre a été porté ultérieurement à 11), et 177 étaient placés en observation car ils avaient un taux de cadmium élevé (ce nombre a été porté ensuite à 400). L'entreprise acceptait de payer une petite compensation à ces salariés (3 000 ou 8 000 yuans), ainsi qu'une indemnité en cas de départ volontaire. Dans un communiqué commun, la municipalité de Huizhou et Gold Peak avertirent les travailleurs que, s'ils adressaient à nouveau des pétitions à Pékin, ils seraient poursuivis en justice. Les ouvriers jugèrent que le montant de la compensation était beaucoup trop faible, mais, finalement, presque tous les salariés malades la demandèrent et démissionnèrent ayant peur que l'usine soit maintenant trop polluée et craignant la répression (une force spéciale avait été envoyée dans les usines par les autorités locales pour tout surveiller). Début 2006, 65 salariés des usines PP et ABT décidèrent de poursuivre en justice la compagnie et demandèrent 250 000 yuans d'indemnité chacun. Peu de temps après, 244 ouvriers firent de même.

Entre mars et mai, le tribunal de Huizhou examina l'affaire et rendit ensuite un jugement favorable à l'entreprise en dépit des preuves accablantes fournies par les travailleurs. La municipalité de Huizhou a aidé par différents moyens Gold Peak à

fuir ses responsabilités dans cette affaire d'empoisonnement. Les raisons d'une telle attitude sont simples. On trouve en effet à Huizhou un grand nombre d'industries électriques, dont des entreprises publiques, comme par exemple TCL, qui appartient à la municipalité et qui est maintenant une des plus grandes entreprises chinoise de l'électronique. La municipalité et Gold Peak ont un donc un intérêt commun à réprimer les travailleurs et à leur verser les compensations les plus faibles possible. De plus, de nombreuses entreprises publiques ont des relations commerciales avec Gold Peak, et elles détiennent toutes des actions de Gold Peak. Quant à Victor Lo Chung Wing, le PDG de Gold Peak, il a développé des liens étroits avec des responsables importants de la municipalité. C'est le principal actionnaire individuel de TCL et il a été nommé au conseil exécutif de la municipalité de Hong Kong fin 2005.

Entre 2004 et 2006, *Globalization Monitor* a organisé quatre actions de protestation lors de réunions d'actionnaires de Gold Peak tout en organisant les salariés de Gold Peak. Le PDG de Gold Peak a fini par accepter de mettre en place un fonds médical pour les salariés. Mais, rapidement, on s'aperçut que ce fonds n'était là que pour amuser la galerie et qu'il n'améliorait qu'à la marge la vie des travailleurs. En juin 2006, Gold Peak attaqua en justice pour diffamation *Globalization Monitor*, la confédération syndicale HGCTU et l'association NWSC. Une campagne de solidarité avec les travailleurs de Gold Peak et ces trois organisations de Hong Kong a été lancée au niveau local et international à laquelle participent diverses structures syndicales internationales.

### 3. Stella

Stella est une compagnie à capitaux taïwanais qui fabrique en Chine continentale des chaussures pour Nike, Timberland, Clarks et autres marques. Elle possède quatre usines dans la province de Guangdong et y employait 35 000 salariés en 2004. Stella a fabriqué 30 millions de paires de chaussures en 2004, pour une valeur totale de 3 milliards de yuans (282 millions d'euros).

Les quatre usines ont connu la même année des mobilisations avec différents niveaux de violence. Les usines de Stella sont de véritables bagnes. Les salariés y travaillent 60 heures par semaine, soit 10 heures par jour. Le salaire moyen était de 700 yuans (66 euros), mais, une fois déduits la nourriture et le dortoir, il ne leur restait plus que 500 yuans (47 euros). Les salariés étaient exposés à des produits chimiques toxiques pendant leur travail. Les méthodes de la direction y étaient militaires. Aucune compensation n'existait pour les heures supplémentaires, contrairement à ce que prévoit la législation. Les salaires étaient souvent payés avec retard. Tout cela a donc poussé les travailleurs à revendiquer. La compagnie Nike, propriétaire de la marque sous laquelle étaient fabriquées les chaussures, dans ses efforts pour promouvoir son code de bonne conduite, avait demandé à Stella de respecter scrupuleusement le repos dominical prévu par le code du travail.

Stella se conforma à la demande de Nike en faisant effectuer davantage d'heures supplémentaires pendant la semaine. Il s'ensuivit une intensification importante des cadences ainsi qu'une baisse de la rémunération car les heures supplémentaires sont mieux compensées le dimanche qu'en semaine. Ce nouveau régime fut l'étincelle qui mis le feu à la plaine.

Le 19 mars 2004, deux usines de Stella payèrent les salariés 50 à 100 yuans de moins que le mois précédent (soit une baisse de 7 à 14 %). Lorsque les travailleurs demandèrent des explications, la direction leur répondit que c'était de leur faute et que, s'ils voulaient gagner plus, il fallait qu'ils travaillent plus. Les salariés ne pouvaient pas accepter une telle explication et demandèrent à négocier. Leurs délégués présentèrent également d'autres revendications concernant la nourriture, l'interdiction de châtimens corporels, etc. La direction accepta finalement de satisfaire les revendications. Le directeur expliqua par la suite qu'il n'avait pas réalisé que 100 yuans représentaient une somme importante pour ces travailleurs migrants.

Le 21 avril 2004, dans une autre usine de Stella, 1 000 salariés furent payés 50 à 200 yuans de moins que le mois précédent. Ils réagirent immédiatement de façon violente, saccageant les machines, renversant les automobiles, frappant les contre-maîtres, etc.

Le 23 avril, exactement la même chose se produisit dans une quatrième usine. À 23h30, 3 000 salariés firent entendre une grande clameur. Ils étaient dans les dortoirs, mais n'étaient pas allés se coucher. Ils criaient des slogans comme : « Augmentez les salaires ! améliorez la nourriture ! ». Des bassines, de la vaisselle, des sandales et autres objets furent lancés de toutes parts. Puis, les femmes, qui représentent 70 % du total des salariés, appelèrent les hommes à l'action. Comme ils ne le faisaient pas, elles protestèrent contre leur inutilité et leur dirent que ceux de l'autre usine étaient plus courageux qu'eux. Leurs cris et remontrances furent efficaces. Les hommes descendirent de leurs vestiaires et se rassemblèrent sur le terrain de sports. Rapidement, la situation échappa à tout contrôle. Des travailleurs firent irruption dans les ateliers et détruisirent tout à l'intérieur, des machines aux ordinateurs, renversèrent les véhicules et brisèrent les vitres. La police arriva, mais elle fut submergée par le nombre. Après trois heures d'émeutes, les ouvriers, fatigués, regagnèrent les dortoirs.

Les représailles commencèrent dès le lendemain. La direction avait décidé, cette fois-ci, de ne faire aucune concession. Les salariés des deux usines subirent des interrogatoires. La police et la direction forcèrent les salariés à s'accuser mutuellement et, ceux qui dénonçaient leurs collègues reçurent une récompense de 1 000 yuans (94 euros). Le 24 mai, la police engagea des poursuites contre dix salariés pour « atteinte à l'ordre social ». Après être allés en prison quatre mois, ils passèrent au tribunal le 25 août. Le procès n'était pas équitable car les avocats de la défense eurent peu d'occasion pour s'exprimer. Finalement, les salariés écopèrent, en octobre 2004, de trois ans ou trois ans et demi de prison. Pendant ce temps, la direction de l'entreprise licencia plusieurs centaines de salariés, voire davantage, et remit en place le travail le dimanche. Après ces incidents, des avocats à l'étranger firent campagne pour la libération des ouvriers emprisonnés et demandèrent que Nike, Reebok, Timberland et Adidas fassent pression sur Stella. Il semble que ces multinationales de la confection aient fait effectivement pression sur Stella pour adoucir la situation, et on a signalé que Stella a écrit au tribunal pour demander que les travailleurs soient relâchés. En 2005, le jugement a été révisé. Sept ouvriers obtinrent un sursis à la place de l'emprisonnement, et trois autres furent amnistiés. Tous les dix furent immédiatement relâchés.

#### 4. Le conflit Uniden : un premier exemple d'organisation ?

Uniden est une entreprise japonaise d'électronique, implantée en Chine depuis 1987 qui emploie 12 000 salariés. Le salaire mensuel de base était de 480 yuans (43 euros) en 2004, à peine de quoi survivre. Pour gagner 800 yuans (72 euros), les travailleurs doivent faire quatre heures supplémentaires après leurs huit heures quotidiennes. La faiblesse des salaires a toujours été le principal motif d'insatisfaction. Un autre concernait la mauvaise qualité de la nourriture à la cantine. Tout cela fit partie des revendications à l'origine de la grande grève du 10 décembre 2004. Comme l'a écrit une militante « le matin, lorsque nous sommes arrivées au travail, nous avons tous trouvé un billet écrit à la main sur la porte de nos vestiaires. Nous comprîmes toutes que quelque chose allait se passer. Vers 16 heures, les salariées abandonnèrent leurs postes sur la chaîne. Imaginez ce que cela donne quand 10 000 salariées se rassemblent. Si on ne les avait pas poussées au-delà de leurs limites d'endurance physique, toutes ces adolescentes ne seraient pas parties en grève, mais auraient continué à travailler comme des robots ».

De décembre 2004 à avril 2005, cinq grèves ont été planifiées, un phénomène très rare dans les zones franches. Les grévistes appelèrent même à la fondation d'un syndicat, ce qui ne fait pratiquement jamais partie des préoccupations des travailleurs migrants. Un comité syndical provisoire a été constitué et a commencé à fonctionner. Cela s'explique principalement par le fait que les techniciens et les ouvriers qualifiés ont joué un rôle essentiel dans ce travail d'organisation et qu'ils provenaient vraisemblablement des villes. Ils ont fait circuler des tracts parmi leurs collègues et utilisaient Internet pour faire connaître leurs revendications et leurs textes – ce qui nécessitait des compétences dont sont habituellement dépourvus les travailleurs migrants venus des campagnes. Ces derniers peuvent avoir beaucoup de revendications, mais ils ont peu d'expérience du syndicalisme. Ce sont les techniciens et les ouvriers les plus qualifiés qui ont été à la tête du mouvement et ont donné une orientation plus organisée au mouvement des travailleurs de base.

Ce cas est donc différent du conflit de Stella où les travailleurs de base s'insurgèrent sans avoir de direction et ne réussirent pas à proposer une plate-forme revendicative claire. À Stella, il semble qu'aucun technicien ou travailleurs qualifié n'ait joué un rôle dirigeant ou ait même participé au mouvement. Lorsqu'ils ne sont pas dirigés, les mouvements des travailleurs migrants sont en général spontanés et de courte durée.

Même lorsque certains travailleurs migrants élaborent d'eux-mêmes des revendications, celles-ci tendent à être restreintes aux problèmes particuliers des salariés engagés dans l'action. La conscience de la nécessité de généraliser les revendications pour englober tous les salariés et développer la solidarité est peu présente. Mais dans le cas d'Uniden, les revendications étaient beaucoup plus claires :

1. Le salaire de base doit correspondre au salaire minimum prévu par la loi,
2. L'entreprise doit l'assurance de base prévue par la loi,
3. Les femmes doivent avoir un mois de congé maternité (la loi prévoit 90 jours),
4. Les heures supplémentaires doivent être payées 150 à 300 % de plus que des heures normales,
5. Pas d'heures supplémentaires obligatoires comme le prévoit la loi,
6. Les salariés doivent avoir le droit de constituer leurs propres syndicats,

7. Pas de retrait de salaire en cas de congé maladie,
8. Des indemnités pour la nourriture et le logement,
9. Les salaires doivent être augmentés en fonction de l'ancienneté.

Le 20 avril 2005, les salariés d'Uniden firent grève au moment où il y avait des manifestations contre le Japon. Etant donné le contexte, la grève devint rapidement plus radicale. Le droit de former des syndicats fut demandé et quelques fenêtres furent brisées. La grève fut rapidement réprimée par la police, comme cela avait été le cas des quatre grèves précédentes, et les dirigeants furent arrêtés, mis en prison ou licenciés. D'après une salariée : « Des responsables locaux du ministère du Travail nous ont dit que nous devons coopérer sinon les investisseurs partiront ailleurs et nous perdrons nos emplois ».

De telles menaces dissuaderont-elles les salariés de protester dans le futur ? Nous verrons bien. Mais en décembre 2004 lorsque la première grève a eu lieu, une femme dit : « Si nous étions des hommes, nous aurions fait grève depuis longtemps. Les femmes sont plus faciles à tyranniser, mais nous avons des coeurs d'acier ».

1. Au Loong-Yu, Nan Shan et Lam Chi Leung ont fondé à Hong Kong la revue *Globalization Monitor* (voir l'interview de Au Loong-Yu dans ce numéro). Ce qui suit est extrait d'un texte inédit.

2. « On estime qu'au total 68 millions de personnes auraient ainsi été privées d'emploi et de salaire entre 1995 et 2004 » (Gipouloux, *La Chine au 21<sup>e</sup> siècle* p 213, cité par Marie-Claire Bergère *Capitalismes et capitalistes en Chine* (Perrin 2007) p 251).

3. Le chiffre de 600 000 suppressions d'emploi est avancé pour le secteur de l'extraction pétrolière.

4. D'autres secteurs comme les chemins de fer ou les transports aériens sont également concernés.

5. Le 11 décembre 2001, la Chine a accédé à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) après plus de 15 ans de travaux préparatoires.

6. Au Loong-Yu et Nan Shan ont fondé la revue *Globalization Monitor* (voir l'interview de Au Loong-Yu dans ce numéro). Zhang Ping milite en Chine continentale.

Les textes présentés ici sont extraits de « Women Migrant Workers under the Chinese Social Apartheid » (février 2007) [www.cawinfo.org/pdf/final\\_10.pdf](http://www.cawinfo.org/pdf/final_10.pdf)

7. Guangdong : province proche de Hong Kong qui compte 70 millions d'habitants et dont la capitale est Guangzhou (Canton). Les provinces du sud-est et, en particulier, la région du delta proche de Hong Kong et Canton, constituent un cas particulier : il y a là, dans certains secteurs, un déficit de main d'œuvre qui va croissant et donc la possibilité d'obtenir des hausses de salaires. Ailleurs, l'importance de la population venant des campagnes est telle qu'il y a encore de grosses réserves de main d'œuvre et les salaires restent extrêmement bas.

8. Ce qui suit est issu de « Women Migrant Workers under the Chinese Social Apartheid » par Au Loong-Yu , Nan Shan et Zhang Ping (février 2007) [www.cawinfo.org/pdf/final\\_10.pdf](http://www.cawinfo.org/pdf/final_10.pdf)

9. Shenzhen : ville et centre industriel au nord de Hong Kong, dans la région de Guangdong, 1 million d'habitants.

10. Concernant Gold Peak, voir également [www.amisdelaterre.org/Empoisonnement-au-Cadmium-en-Chine.html](http://www.amisdelaterre.org/Empoisonnement-au-Cadmium-en-Chine.html)

# CHINE

SOLIDAIRES INTERNATIONALE N°3- PRINTEMPS 2008 - PAGE 40



# INTERVIEW DE HAN DONGFANG

*Dans cette interview, parue en juillet 2005 dans la « New Left Review »<sup>1</sup>, Han Dongfang commence par raconter son itinéraire.*

*Né en 1963, ce fils de paysans s'est tout d'abord engagé dans l'armée où il est affecté dans un établissement pénitentiaire. Écoeuré par la corruption des officiers, il en démissionne au bout de trois ans. En 1989, il travaille dans les chemins de fer. Voulant exprimer sa solidarité avec la révolte des étudiants, il proclame, peu après l'instauration de la loi martiale, la création d'un syndicat indépendant du pouvoir revendiquant 2 000 membres. Il se retrouve alors rapidement en prison où il manque de mourir de la tuberculose.*

*Grâce au soutien de syndicalistes américains, il est libéré au bout de 22 mois et est autorisé à partir se faire soigner aux États-Unis. C'est là qu'il fait la connaissance en 1993 de Cai Chongguo<sup>2</sup>. Il cherche ensuite à revenir dans son pays, mais les autorités le refoulent sur Hong Kong qui était, jusqu'en 1997, une colonie britannique. Voulant continuer son combat syndical depuis Hong Kong, il fonde alors le « China Labour Bulletin » et anime une émission de radio écoutée sur le continent par plus de 40 millions de personnes.*

## **Après ton refoulement sur Hong Kong, as-tu commencé tout de suite ton travail organisationnel ?**

Les deux premiers mois, j'ai essayé plusieurs fois de revenir en Chine continentale : après tout, c'est mon pays, c'est là que je suis né et que j'ai grandi, et j'ai un passeport chinois. À chaque fois, j'ai été refoulé et, une fois, j'ai été empoigné brutalement au milieu du pont et repoussé de l'autre côté.

J'ai ensuite réalisé que mon rôle ne devait pas se limiter à donner une mauvaise image du gouvernement chinois en tentant de traverser la frontière tous les 15 jours entouré par des journalistes. Je devais revenir à mon projet initial, qui était d'aider à créer un mouvement ouvrier. Dans ce but, j'ai lancé en mars 1994, le China Labour Bulletin (Bulletin chinois du monde du travail). L'objectif était de réaliser un hebdomadaire parlant de ce qui se passe en Chine, décrivant la vie des salariés et leur expliquant l'idée de syndicalisation. Il s'agissait essentiellement pour moi de former des militants.

Edité à Hong Kong, le bulletin se présentait sous deux formes, une édition en chinois et une autre en anglais. Étant donnée l'ampleur du travail, particulièrement en ce qui concerne la traduction, la périodicité devint progressivement mensuelle. On envoyait la version en anglais aux organisations syndicales étrangères, et la version chinoise dans les usines de la République populaire de Chine. Il est possible d'acheter dans les librairies de Hong Kong un annuaire des usines de la Chine continentale, mis à jour tous les ans et comportant environ 100 000 adresses. On envoyait le bulletin de façon exploratoire dans différentes usines sélectionnées dans cet annuaire. On l'envoyait au local syndical des usines retenues,

même si je savais qu'il finirait par arriver parfois, si ce n'est toujours, au commissariat de police le plus proche. Mais cela ne me dérangeait pas, les officiers de police ont besoin de parfaire leur éducation. À partir de 1999 ou 2000, nous avons cessé d'imprimer le bulletin, et nous sommes passés à une version exclusivement en ligne<sup>3</sup>. Nous trouvions cela plus attractif et cela permettait de toucher plus de monde. Nous pouvons y inclure des transcriptions de conversations avec des salariés lors de mes émissions à la radio et les envoyer accompagnées de mes commentaires concernant les cas abordés.

### **Peux-tu nous parler de Labour Express, ton émission de radio ?**

J'ai commencé à avoir une émission sur Radio Free Asia en mars 1997, peu de temps avant que les Britanniques ne rétrocèdent Hong Kong à la République populaire de Chine.

Je disposais d'un temps d'antenne, deux fois par semaine, pour parler des sujets concernant le monde du travail chinois. Mais au bout de quelques mois, à la fin 1997, je leur ai expliqué que je ne pouvais pas continuer à parler aux travailleurs chinois sans avoir la possibilité de communiquer directement avec eux. J'étais en train de perdre le contact avec eux, mes idées se desséchaient.

J'ai suggéré que je pourrais communiquer un numéro de téléphone sur lequel mes auditeurs pourraient m'appeler gratuitement. Comme c'était prévisible, les gens commencèrent à appeler. J'ai demandé à ceux qui appelaient depuis chez eux de rappeler depuis une cabine publique, pour que je les rappelle ensuite. On a demandé aux auditeurs appelant en dehors des heures d'ouverture de laisser des messages vocaux et, lorsque nous arrivions le matin, la boîte était pleine.

Mes écrits ont beaucoup bénéficié de ces dialogues avec les auditeurs. Mes articles sont devenus beaucoup plus proches du terrain et plus concrets. J'ai alors pensé que toutes ces conversations devraient pouvoir être écoutées par tout le monde, et nous avons décidé de les diffuser si les auditeurs qui appelaient en étaient d'accords.

J'ai commencé à recevoir de plus en plus d'appels, et les gens étaient très désireux s'exprimer. Au début, nous utilisions des logiciels pour modifier la voix des auditeurs afin qu'ils ne puissent pas être reconnus, parce que je ne voulais pas qu'ils aient de problèmes.

Mais de plus en plus ils dirent « non, je ne veux pas que ma voix soit modifiée ! Je veux que la vérité soit dite ». Ensuite, nous avons commencé à couvrir les manifestations et les grèves, non pas à posteriori, mais en direct. Je voulais produire des reportages incluant des interviews avec les salariés, les autorités gouvernementales, les syndicats, la direction des entreprises, etc.

Par exemple, un grand nombre de conflits ont eu lieu en 1998 concernant les retards dans le paiement des salaires et les revenus des retraités ainsi que sur les suppressions d'emploi. Les gens protestaient dans la rue, et je recevais par exemple un appel depuis une cabine publique située en face d'un bâtiment officiel me disant que 500 personnes étaient là. Alors, je rappelais, et j'interviewais des participants par téléphone, en les faisant parler de leurs problèmes et de leur vie. C'était extraordinaire, comme si un reporter était sur place et recueillait les nou-

velles en direct. J'appelais ensuite les autorités locales, et je leur demandais ce qui se passait, et pourquoi la situation était de pire en pire. Et je demandais aux responsables syndicaux ce qu'ils faisaient pour les travailleurs, et ils expliquaient qu'ils essayaient de les calmer et de les faire rentrer à la maison, car les salariés n'avaient pas conscience des difficultés auxquelles la direction et le gouvernement étaient confrontés, et ainsi de suite.

### **Les appels venaient-ils de certaines régions en particulier, par exemple surtout de la zone côtière ?**

Non, ils venaient de partout, même du Tibet et du Xinjiang<sup>4</sup>. La répartition des appels dépendait davantage de l'actualité du moment dans une région que de la localisation géographique, en particulier, au moment de la réforme des entreprises d'Etat dans une partie donnée du pays. Par exemple, vers 1998-1999, il y a eu beaucoup de mouvements revendicatifs dans les provinces du Heilongjiang, du Gansu et du Guizhou, avec des blocages de trains dans la région minière du Sichuan.

### **Peux-t-on capter tes émissions partout en Chine ?**

Cela dépend des endroits, parfois le signal est brouillé, et les gens appellent pour se plaindre. Ils ne peuvent pas croire que les Américains, avec toute leur technologie, ne peuvent pas contourner le brouillage qui est fait par des stations locales de radio dépendant de l'armée. Typiquement, celles-ci se contentent de diffuser d'autres programmes sur la même fréquence, des opéras ou des choses de ce genre.

### **La peur a-t-elle diminuée depuis que vous faites ce genre de reportages ?**

Oui, la peur est en train de disparaître parmi la population. À mon avis, c'est que la colère grandit et éclipe la peur.

### **Dirais-tu que tes idées ont changé suite à ces émissions radios et à ce bulletin ?**

J'ai en effet appris beaucoup de choses. En parlant avec tant de personnes différentes, je suis devenu plus réaliste, et je pense de façon de plus en plus concrète à la façon de résoudre les problèmes. C'était très difficile au début, mais cela m'a donné la capacité de parvenir à une idée d'ensemble de la situation dans une usine donnée à partir de discussions avec différents salariés, des cadres et des représentants de l'Etat. J'ai réalisé que s'il m'était possible de faire des commentaires là-dessus, je ne pouvais pas y apporter pour autant de solutions, premièrement, parce que j'en étais incapable et, deuxièmement, parce que j'étais élu par personne.

Lorsque que je mettais bout à bout des informations concernant des manifestations et que je parlais à différents responsables, je les obligeais à répondre à mes questions et ils fournissaient des réponses stupides qui soulignaient les vices du système. Réussir cela m'excitait beaucoup. Mais au bout d'un moment, j'ai réalisé qu'agir ainsi n'aidait pas réellement à résoudre les problèmes existant sur le terrain. Le problème du non-paiement des salaires, par exemple, est dépendant de l'état du budget de l'entreprise. S'il n'y a pas d'argent dans les caisses, même en m'asseyant dans le fauteuil de la direction, il ne me serait pas possible de trouver une solution. J'ai donc pensé que les salariés devaient essayer de résoudre les conflits

d'une façon pacifique et rationnelle, par le biais de la négociation.

Si neuf mois de salaires sont dus, et que l'Etat ne peut en payer que trois, il ne sert à rien de rester dans la rue jusqu'à ce que tout soit payé. Vous négociez, par exemple, le paiement de trois mois et le reste dans les neuf mois. Mais j'ai ensuite réalisé que si la négociation ne reposait pas sur une base légale, il n'y avait aucun moyen de contraindre le gouvernement à tenir ses promesses.

Nous avons donc développé une forme de lutte qui encourageait les salariés à engager des actions en justice.

La loi est très claire sur l'obligation pour l'Etat de payer les salaires. Non seulement le ministère du Travail est obligé de payer les arriérés, mais il doit également verser une amende pour avoir laissé s'accumuler ceux-ci.

Depuis deux ans et demi, notre bulletin est activement intervenu sur de tels cas. Nous ne nous contentons pas d'être des observateurs extérieurs, nous expliquons aux salariés la procédure légale, et nous cherchons des avocats acceptant de les défendre. Il y a deux ans, une dizaine de salariés d'une grande entreprise du Suizhou, dans la province du Hubei, avaient été arrêtés après une manifestation. Nous les avons mis en rapport avec un avocat de Pékin, après quoi, les accusations ont été abandonnées et, sans procès, les autorités les envoyèrent directement dans un centre de rééducation. Nous sommes alors allés avec l'avocat au service local du Bureau de la sécurité publique, en insistant sur le fait qu'il s'agissait d'une mesure administrative illégale, et ils relâchèrent les travailleurs. Cette intervention avait été très efficace.

Par la suite, nous avons développé un « programme d'intervention juridique » qui a été jusqu'ici très efficace. De plus en plus d'avocats veulent travailler directement avec nous, ils n'éprouvent pas du tout le besoin de se cacher : ils gagnent de l'argent en faisant tout simplement leur métier.

### **Tu as pour l'instant parlé des entreprises d'Etat. Qu'en est-il des conflits dans le secteur privé ?**

Le secteur privé peut être divisé en deux parties : les entreprises chinoises et les entreprises étrangères. Il est beaucoup plus facile de négocier avec les entreprises étrangères qu'avec les entreprises chinoises. Le plus souvent les entreprises locales sont d'anciennes entreprises d'Etat qui ont été privatisées. Leurs actuels propriétaires sont les anciens dirigeants ou fonctionnaires qui font profiter les responsables locaux d'une part de leurs profits. Aussi, dans ces cas-là, l'hostilité de la population envers les fonctionnaires locaux est encore forte car ils restent très protégés.

En ce qui concerne les entreprises étrangères – y compris celles qui appartiennent à des investisseurs de Taiwan, Hong Kong ou de Corée – les patrons donnent, bien entendu, aussi des pots-de-vin aux autorités locales. Mais il est possible de mettre ces dernières en difficulté en faisant référence à la législation du travail et en leur disant qu'elles protègent les investisseurs étrangers aux dépens des salariés chinois. Il est beaucoup plus facile de faire pression en utilisant ce type d'argument.

J'ai également réalisé qu'il était plus facile pour les travailleurs des usines étrangères de se mettre en lutte. Ils viennent souvent de la campagne, et personne ne s'est jamais occupé d'eux. Dans les anciennes entreprises d'Etat, beaucoup de tra-

vailleurs sont restés après la privatisation, bien que les salaires aient été considérablement réduits et beaucoup continuent à considérer que l'Etat doit, d'une façon ou d'une autre, continuer à prendre soin d'eux. Cette croyance est résiduelle, mais elle suffit à étouffer leur indépendance car ils ne veulent pas prendre le risque de couper les ponts en prenant une initiative brutale. Il y a quelques années par exemple, le gouvernement s'apprêtait à fermer une usine. Nous avions encouragé les salariés à engager une action en justice et à s'organiser, mais ils n'ont pas voulu. Beaucoup d'entre eux avaient peur et étaient prêts à accepter une aggravation des conditions qui leur étaient faites.

La plupart perdirent tout, et ceux qui purent garder leur emploi travaillent aujourd'hui dans des conditions très dégradées. Maintenant, ils sont motivés pour se battre, mais c'est trop tard. La base sur laquelle pouvait se construire la solidarité n'existe plus car là où il y avait, disons, 5 000 salariés, il n'en reste plus aujourd'hui que 300.

C'est pour ces raisons que ceux qui cherchent à organiser les salariés dans les entreprises ayant été privatisées sont assez découragés. Nous pensons qu'en Chine, l'objectif prioritaire du mouvement ouvrier devrait être d'organiser les salariés travaillant dans les entreprises étrangères. Une fois que ces salariés seront organisés, ils influenceront les entreprises privatisées.

**Tu as signalé les retards dans le paiement des salaires. Quels sont les autres principaux problèmes ? Les conditions de travail ? Peux-tu nous parler du chômage ?**

Hélas, nous ne pouvons pas espérer organiser les chômeurs. Souvent des travailleurs me contactent en se plaignant d'une menace de licenciement abusif. Je les incite avec insistance à engager une action en justice, mais ils refusent, préférant adresser une pétition aux autorités, de façon répétée, jusqu'à ce qu'ils perdent leur emploi. Mais il est alors trop tard, car il n'y a aucune preuve légale qu'ils contestaient leur licenciement. Ce genre de chose est particulièrement attristant car il s'agit des gens les plus pauvres, ceux qui ont le plus besoin d'aide.

Que nous le voulions ou non, nous sommes obligés de choisir nos angles d'attaque si nous voulons construire un mouvement. Nous ne concevons pas le Bulletin comme une entreprise de services, même si nous aidons à résoudre les cas individuels quand nous le pouvons. Nous nous concevons comme les fondateurs d'un mouvement ouvrier, et nous croyons que la protection des travailleurs dans l'avenir repose sur notre capacité à en créer un qui soit puissant. Pour cela, nous devons faire des choix douloureux : laisser tomber un cas et poursuivre avec un autre si celui-ci nous paraît pouvoir déboucher sur une action collective au cours de laquelle les salariés pourront sélectionner des délégués qui pourront par la suite devenir des leaders syndicaux.

C'est par ces luttes légales qu'ils peuvent être encouragés à former un syndicat dans leur entreprise. Une fois que des délégués syndicaux seront élus, nous aurons franchi un pas supplémentaire vers la réforme du syndicat officiel, dont nous ne voulons pas nous débarrasser car il constitue une utile coquille. Il faut le changer de l'intérieur, grâce à une implication croissante des travailleurs. Au niveau de l'usine, une fois que des adhérents réclament des élections, révoquent les bureau-

crates irresponsables, engagent des recours juridiques, alors beaucoup de choses deviennent possibles.

Nous proposons aux salariés une formation juridique, nous leur expliquons comment organiser un syndicat, nous les aidons pour organiser les élections, fabriquer des cartes d'adhérents, garder le contact avec les salariés.

Et comme nous faisons tout sur de solides bases légales, les représentants locaux de la police ne peuvent pas faire grand chose contre ces travailleurs.

Nous expliquons aux salariés que nous cherchons à les aider dans leurs conflits sociaux et que nous voulons qu'ils soient résolus pour le bien de tous. Et si la police leur demande si nous avons des objectifs cachés, personne ne peut dire quoi que ce soit contre nous.

Il y a eu récemment une grève de 49 jours dans une usine à Xianyang dans la province du Shaanxi. La plupart des salariés étaient des femmes. Je leur ai résumé les procédures électorales et les points essentiels de la législation concernant les syndicats et les droits des salariés. Je leur ai également proposé de leur trouver un avocat à Pékin. Par la suite, leurs leaders ont été arrêtés. D'un côté, j'étais à peu près certain qu'ils ne seraient pas traités comme les salariés de Liaoyang<sup>5</sup> mais, d'un autre côté, je me disais, mon Dieu, j'ai contribué à envoyer ces gens en prison.

Trois mois plus tard, ils ont été relâchés. À la suite de cela, nous avons appris que nous devions nous limiter aux conflits les plus terre-à-terre et aux problèmes concrets. L'usine de Xianyang avait été achetée par une société cotée à Hong Kong en commun avec un organisme d'Etat nommé China Resource. Ils avaient promis aux salariés que rien ne changerait, et que tout le monde aurait des CDI. Mais dès que l'accord a été signé, il leur a été dit que la durée maximale des contrats serait de trois ans et que tout le monde avait une période d'essai de six mois. Des salariés extrêmement qualifiés, qui faisaient le même travail depuis 20 ans, se retrouvaient maintenant en période d'essai et recevaient seulement 60 % de leur ancien salaire. C'est pour cette raison qu'ils se mirent à protester : ils verrouillèrent les grilles de l'usine et stoppèrent complètement la production. Aujourd'hui, ils ont toujours leur emploi et n'ont pas été licenciés.

Très récemment, j'ai reçu un mail d'un instituteur travaillant dans une mine de charbon à Jilin, écrivant au nom de milliers de mineurs. Il disait qu'il avait lu sur Internet un de mes articles, qu'il était absolument d'accord avec le besoin d'organiser les travailleurs et qu'il avait imprimé l'article puis l'avait fait circuler parmi les mineurs.

Ils étaient enthousiastes à l'idée de s'organiser de façon légale, mais désiraient obtenir mon aide parce qu'ils ne connaissaient pas la façon de procéder. C'est le genre de cas sur lequel je veux me concentrer et qui demande à être traité avec d'extrêmes précautions. La population chinoise a connu la Révolution culturelle, la tuerie du 4 juin 1989 sur la place Tien An Men et les ténèbres qui ont suivi ce 4 juin. Ils ont très peur, mais ne peuvent pas expliquer pourquoi. Je crois que la pire des peurs est celle que l'on ne peut expliquer ou dont on ne trouve pas les raisons. Une fois que l'on en découvre les raisons, on peut faire avec. En apportant une assistance juridique aux salariés, nous leur démontrons très clairement qu'il n'y a pas de raison d'avoir peur, et que pour tout ce que pour leurs revendications, il y a de l'espoir.

### **Est-il exact que toutes les structures locales du syndicat officiel représentent davantage la direction des entreprises que les salariés ?**

Oui, c'est absolument vrai, et cela se vérifie partout. Dans la plupart des cas, les fonctionnaires du syndicat font eux-mêmes partie de la direction des entreprises.

### **Votre stratégie consiste-t-elle à donner confiance en eux-mêmes aux salariés pour qu'ils votent la révocation de ces responsables et exigent d'avoir de réels délégués ?**

J'ai pensé cela longtemps, mais je me suis rendu compte que c'était impossible tant que les gens auraient peur. Par ailleurs, je ne connais pas techniquement la procédure à utiliser. De plus, même si j'ai eu des discussions avec des travailleurs sur la législation sociale ou syndicale, ils préféreraient s'intéresser davantage à des cas particuliers qu'aux élections syndicales. Pour en faire un objectif plus légitime à leurs yeux, il me faut les convaincre que la question des élections syndicales est étroitement liée à leur problème particulier.

Mais nous sommes persuadés que plus il y aura de salariés qui participent aux élections dans les usines, plus il y aura une pression sur le système syndical en place : si vous ne représentez pas les salariés, ils vous vireront de vos responsabilités.

Même les meilleurs de ceux qui participent au dispositif actuel, qui ont une authentique sympathie pour le destin des salariés qu'ils représentent, n'ont jamais été formés pour organiser quoi que ce soit.

Ils n'ont aucune idée de la façon de représenter des salariés. Tant que les batailles juridiques se mènent, ce qui est le plus important c'est de construire de la confiance en soi. Et si cette confiance collective existe, il n'est pas grave de commettre des erreurs dans la procédure juridique, l'expérience permet de les corriger, d'apprendre et de progresser. Mais si cette confiance en soi n'existe pas, vous ne commencerez même pas à le faire. C'est pour cela que procurer une aide juridique et des avocats est si utile à ces travailleurs : cela solidifie le terrain sur lequel ils avancent.

Cela sous-entend que les salariés peuvent avoir confiance dans les tribunaux ?

Si suffisamment de travailleurs sont ensemble, les tribunaux auront plus de mal à prendre des décisions contradictoires avec les lois du pays - ce qu'ils sont, bien entendus complètement capables de faire.

Les salariés essayent-ils de lutter pour des augmentations de salaires ? Ailleurs, ce serait quelque chose de normal.

Cela arrive de plus en plus. Dans la zone de Shenzhen, il y a pratiquement des grèves tous les jours. Ce sont des grèves pour réduire la durée du travail, augmenter les salaires, améliorer les conditions de travail. C'est dans la nature même de la classe ouvrière, ils s'éveilleront eux-mêmes, que le China Bulletin soit là ou pas. Nous pouvons seulement aider à accélérer cette prise de confiance collective et faire ne sorte qu'ils évitent des combats désespérés qu'ils ne peuvent que perdre.

### **Quel est l'âge de ceux qui vous contactent ?**

Il y a des jeunes et des plus âgés. Cela dépend où ils travaillent. Dans les anciennes entreprises d'Etat privatisées, on trouve principalement des personnes autour

de 40 à 50 ans qui ne sont pas encore à la retraite. Elles ont encore besoin de leur emploi et sont prêtes à se battre, mais elles ne savent pas comment faire. Pour l'instant, nous nous concentrons sur les entreprises étrangères, particulièrement dans les régions du Shenzhen et du Guandong sur des cas de maladies professionnelles.

En ce qui concerne les luttes sur les salaires, il s'agit d'une lutte pour défendre des conditions de vie normales, mais, lorsqu'il s'agit de maladies professionnelles, il s'agit d'une lutte pour obtenir des choses que l'on peut considérer comme absolument minimales. C'est pour cela que, pour ces cas, lorsque nous demandons des comptes aux autorités locales, nous obtenons le soutien et la sympathie de journalistes, d'avocats, de juristes et même parfois de responsables gouvernementaux d'autres secteurs que les secteurs concernés.

C'est à partir de la défense de cas comme ceux-ci que nous pouvons donner des explications sur tout le reste - la liberté d'association, la négociation collective, le respect des droits de l'homme fondamentaux – en termes concrets. En agissant dans le respect des lois en vigueur, personne ne peut s'opposer à ces salariés. Si nous pouvons continuer dans ce sens, nous finirons par devenir invincibles.

**Votre stratégie mise tout sur des actions juridiques de caractère défensif afin que les salariés prennent confiance en eux-mêmes. Mais le citoyen chinois, ouvrier, paysan, avec ou sans emploi, n'est-il pas tout autant motivé par les questions de justice sociale ?**

**On assiste à la croissance massive d'inégalités économiques, de saisies de terres agricoles, d'enrichissement colossal de responsables politiques, d'hommes d'affaires et de jeunes cadres arrivistes. Comment peut-on imaginer de façon réaliste que la colère que cela entraîne ne conduira pas à des explosions populaires, débordant et remettant en cause le cadre légal hautement répressif du pays ? Allons-nous dire aux révoltés qu'ils doivent rester calmes et respecter le statu quo, alors qu'ils débordent d'indignation ?**

Il est exact que le citoyen chinois ordinaire se sent concerné autant par la justice sociale que par le respect de la légalité. Mais notre approche ne signifie pas que l'un doive exclure l'autre. Dans l'histoire moderne de la Chine, les tentatives de résoudre les problèmes sociaux par des luttes sociales se produisent périodiquement de façon cyclique. Cela s'est produit dans le passé et continue de façon importante aujourd'hui. Je veux dire qu'il n'y a pas besoin de faire pression pour que ces mobilisations se déclenchent. Elles se produisent en permanence et spontanément. Ce que nous pouvons apporter avec le China Labour Bulletin, c'est de proposer une autre façon de penser, qui diffère de la tradition des soulèvements, de la lutte armée et des révolutions. Notre approche est de proposer davantage d'options au citoyen ordinaire quand apparaît un problème social explosif.

**Avez-vous davantage confiance dans des rassemblements regroupant des milliers de personnes dans les rues, ou dans la recherche d'une aide juridique auprès d'un avocat ?**

La plupart des Chinois croient davantage à la première méthode qu'à la deuxième. Cela n'est pas uniquement lié à notre histoire moderne. C'est beaucoup plus

parce que c'est au cœur même de la réalité d'aujourd'hui, ou même de demain. C'est la raison pour laquelle nous devons y travailler.

Ce dont la Chine a manqué historiquement, c'est d'un système juridique équitable et d'un Etat de droit. Les tentatives pour les créer n'ont pour l'instant jamais abouti. C'est ce que nous essayons de faire : résoudre les problèmes sociaux actuels dans le cadre du système juridique en place.

Dans un certain sens, on peut parler d'un projet culturel. Il s'agit d'encourager les gens à croire en des négociations pacifiques.

Ce type de confiance est nécessaire à un développement plus sain du pays dans le futur. Lorsque l'on parle de « développement durable », cela doit également signifier une société où le gouvernement est limité par la loi et où il ne peut abuser de son pouvoir sans impunité.

Simultanément, les citoyens doivent apprendre l'art de négocier pour leur propre compte et se servir du levier juridique pour faire valoir leurs droits. Il s'agit là de moyens qui ne font pas partie de la « vieille » conception de la révolution sociale dans la Chine moderne. Tout cela n'est malheureusement pas encore enraciné dans la Chine contemporaine et nous devons essayer de le développer même si cela peut paraître impossible.

Bien sûr, je ne critiquerai jamais ni n'essayerai jamais de dissuader les gens qui manifestent dans la rue pour protester contre l'injustice sociale.

Je n'ai aucune objection aux mouvements de masse et aucune obligation de défendre la version du Parti communiste chinois de la « stabilité sociale ». Néanmoins, je n'encouragerais pas pour autant les gens à manifester dans la rue. À chaque fois que cela est possible, j'essaie de signaler d'autres possibilités de lutte.

1. *New Left Review* n°34, [www.newleftreview.org/?page=article&view=2571](http://www.newleftreview.org/?page=article&view=2571)

2. Voir l'article concernant Cai Chongguo dans ce numéro 3 de *Solidaires International*.  
3 [www.china-labour.org.hk](http://www.china-labour.org.hk)

4. Le Tibet et le Xinjiang sont des régions autonomes très contrôlées par le pouvoir central chinois. Toute forme d'expression identitaire (Ouïghours) et/ou religieuse (Tibétains) y est sévèrement réprimée.

5. Concernant l'« affaire » de Liaoyang voir Jean-Louis Rocca, *La condition chinoise...*(2006) - pp 206-212. Voir aussi <http://iso.china-labour.org.hk/en/node/2950>

# CHINE



# INTERVIEW DE AU LOONG-YU

*Né en 1956 à Hong Kong, Au Loong-Yu est un des fondateurs de la revue « Globalization Monitor »<sup>1</sup>. Il a été un des artisans des manifestations qui se sont tenues en 2005 à Hong Kong contre la réunion de l'OMC<sup>2</sup>. L'interview, dont des extraits sont présentés ci-dessous, est parue en novembre 2006 dans la « New Left Review »<sup>3</sup>.*

## **Comment s'est créé Globalization Monitor ? A qui s'adresse-t-il ?**

*Globalization Monitor* a été fondé en 1999, quelques mois avant la mobilisation de Seattle<sup>4</sup>.

Nous étions quelques militants liés à des syndicalistes et des écologistes qui avaient organisé à Hong Kong la première mobilisation contre la Banque mondiale en 1997. Les autres mouvements sociaux de Hong Kong nous ont ignorés. Aussi, après discussion, nous avons décidé de lancer un journal et un site web pour fournir des éléments de réflexion aux militants syndicaux et associatifs. Au début, nous avons travaillé avec la confédération syndicale HKCTU<sup>5</sup>. Actuellement, le Monitor a un comité de rédaction de douze membres venant du mouvement des femmes, d'associations écologistes, de syndicats du privé et du public. Nous cherchons à faire connaître des informations concernant les salariés engagés dans les grèves spontanées. À travers notre réseau de contacts en Chine continentale, nous rassemblons les informations sur la situation des salariés et les conflits qui s'y déroulent.

Lorsque cela est possible, nous invitons à Hong Kong les travailleurs les plus combattifs pour participer à des groupes de discussion informels, même si cela est compliqué et d'un coût prohibitif pour la plupart des travailleurs migrants qui doivent auparavant retourner dans leur village d'origine pour y obtenir un passeport. Notre idée est d'élever la conscience des salariés qui participent à des actions concrètes, en espérant qu'ils deviendront des militants.

## **Quels types de campagnes avez-vous organisés ?**

En 2004, grâce à nos contacts en Chine continentale, nous avons entendu parler de deux usines de piles électriques dans la province du Huizhou, appartenant à Gold Peak<sup>6</sup>, où il avait été diagnostiqué que 177 salariés étaient empoisonnés par le cadmium.

Cette compagnie emploie au niveau mondial 12 000 salariés avec un chiffre d'affaires de plus de 500 millions de dollars. Nous avons révélé cette information dans la presse de Hong Kong et cela en a fait les gros titres des journaux. Le PDG de Gold Peak, Victor Lo, est membre du conseil municipal de Hong Kong. L'entreprise a aussi des usines dans la province du Shenzhen et une à Hong Kong, où l'on nous a aussi signalé des cas d'empoisonnement par le cadmium que nous avons dévoilés.

Cette information a été répercutée par la presse de Chine continentale et, fin 2004, la télévision nationale chinoise y a consacré une émission étonnamment critique par rapport aux habitudes. Cela a beaucoup aidé à une prise de cons-

science large des coûts du « miracle chinois ». Ceux qui y étaient auparavant indifférents ont maintenant un minimum conscience de ce qui se passe. Nous avons fait circuler cette émission en DVD parmi des salariés pour leur montrer qu'il était possible de faire propager par les médias ce qui leur arrive. C'est le point positif de notre action. Mais, malheureusement, ce reportage télévisé n'a pas été suffisant pour contraindre Gold Peak à indemniser les victimes.

Par trois fois en 2006, nous avons organisé la venue de salariés de Gold Peak à Hong Kong, où ils ont essayé de rencontrer les dirigeants de l'entreprise. Ils ont organisé des rassemblements là où se trouvait Victor Lo. En novembre 2006, nous avons finalement réussi à organiser une rencontre entre le PDG et les salariés. Mais il a refusé de satisfaire leurs revendications et il poursuit maintenant en justice *Globalization Monitor* et la confédération syndicale HKCTU.

### **Quel a été l'impact de l'entrée de la Chine dans l'OMC ?**

Le principal impact a été d'accélérer les restructurations favorables au capital. Les entreprises d'Etat, initialement l'industrie manufacturière et l'énergie, en ont fait les frais : un total de 26 millions d'emplois industriels ont été perdus entre 1996 et 2001.

En ce qui concerne l'agriculture, l'OMC aura pour effet de détruire les bases de la petite économie paysanne. Les droits de douane sur les produits agricoles ont été abaissés, comme le demandait l'OMC, et sont maintenant parmi les plus faibles du monde tandis que les subventions à l'agriculture domestique sont passées de 10 % du total de la production agricole à 8,5 %. La Chine est récemment devenue un importateur net de produits agricoles, ce qui est alarmant étant donné la taille et la tradition agricole de ce pays. Les responsables de l'Etat présentent l'abolition des taxes sur l'agriculture comme une mesure favorable aux paysans. Mais cet impôt ne représente qu'une fraction de l'argent payé par les paysans aux autorités, qui imposent toutes sortes de redevances pour l'enseignement, les infrastructures, et même la milice locale. De plus, de nombreux fermiers sont expropriés de leurs terres pour des raisons commerciales.

Conformément aux règles de l'OMC, la Chine devra ouvrir à la concurrence le secteur des services en 2007, y compris le secteur bancaire et financier. Ces dernières années, le secteur bancaire a supprimé 250 000 emplois. La libéralisation généralisée des services a affecté en particulier l'enseignement. Cela rendra également la Chine plus vulnérable qu'en 1997 aux crises financières régionales. Cela sera aggravé par le manque de fiabilité des statistiques officielles. Personne ne connaît le montant exact des prêts à risques ou des dettes étrangères cachées. Il existe toute une série d'estimations sur les fuites illégales de capitaux. Elles atteignent peut-être les 70 milliards de dollars, la plus grande partie est blanchie à Hong Kong ou Macao.

Le manque de transparence entourant l'état réel de l'économie chinoise est évidemment lié au problème de la corruption. Les élites ne sont pas inquiétées, même s'il arrive occasionnellement qu'un responsable soit poursuivi en justice. Très souvent, les procès sont davantage liés à des luttes entre clans qu'à l'éradication de la corruption. Le message donné à Tienanmen est que la bureaucratie est totalement au-dessus de la loi. Nous assistons au retour d'une ancienne tradition suivant laquelle les condamnations n'étaient destinées qu'aux citoyens ordina-

res. Une analogie encore meilleure pourrait être faite avec les « mianzui tiejuan » – une sorte de certificat accordé aux ministres préférés de l'empereur qui leur accordait par avance le pardon pour tous les crimes qu'ils pourraient commettre. Dans de telles conditions, il ne peut pas y avoir d'Etat de droit. Le même principe permet de mieux comprendre l'expérience postsoviétique. Un militant européen, rencontré en 1990, m'expliquait que la bureaucratie soviétique ne pouvait pas devenir capitaliste, parce qu'elle manquait d'argent pour acheter les biens de l'Etat. En fait, étant au-dessus des lois, elle pouvait tout simplement les piller.

### **Y a-t-il eu en Chine une opposition à l'OMC ?**

En raison de la sévérité de la censure, la plupart des salariés de la République populaire de Chine ne comprennent pas très bien l'impact que l'OMC aura sur eux. Les rédacteurs de *Globalization Monitor* ont réalisé beaucoup d'interviews, et découvert que les travailleurs migrants issus des campagnes étaient les moins informés. Les salariés des entreprises d'Etat sont plus au courant. Dans des usines automobiles, des salariés ont, par exemple, entendu parler de la baisse des droits de douane, et ils savent que cela aura un impact sur leur emploi. Mais l'apathie règne sur ce sujet. Des oppositions sont apparues dans la bureaucratie du parti et dans le monde universitaire, alors, qu'avant 2001, elles avaient été confinées à un très petit cercle d'intellectuels de la « Nouvelle gauche »<sup>7</sup>.

Depuis, les critiques ont été beaucoup plus ouvertes, mais souvent sur une base purement nationaliste. Les critiques visent un mode d'accumulation trop dépendant du capital étranger, mais elles ne s'opposent pas au principe de l'OMC. Certains sont même favorables à l'entrée de la Chine, mais sur des bases plus avantageuses pour elle. L'économiste Han Deqiang<sup>8</sup>, par exemple, réclame une meilleure protection pour la Chine, tout en demandant pour elle un accès croissant au marché mondial.

Si l'on adopte un point de vue nationaliste, alors tous les moyens sont bons pour faire des profits, d'où la récente apparition d'arguments en faveur d'une armée puissante pour défendre les intérêts géopolitiques chinois. Après tout, il y a des champs pétrolifères en Indonésie et des mines de charbon et de fer au Pérou à protéger.

### **Certains pensent que la meilleure façon de mobiliser les salariés pour défendre leurs droits était d'utiliser des moyens légaux. Que penses-tu d'une telle stratégie ?**

Han Dongfang<sup>9</sup>, qui a fondé le China Labour Bulletin, défend cette position depuis plus de 10 ans. Je pense que cette tactique a échoué. Tout d'abord, les travailleurs commencent toujours par agir conformément à la loi, une fois, deux fois, trois fois. Dans presque tous les cas que nous avons étudiés dans le cadre de nos recherches pour *Globalization Monitor*, les travailleurs, avant de faire grève, de manifester ou de bloquer les routes, avaient envoyé pendant des années des pétitions aux dirigeants des compagnies publiques ou privées. Et les responsables n'en ont jamais tenu compte.

Han explique, par ailleurs, qu'il est possible de transformer les syndicats existants<sup>10</sup> en y organisant des élections. Cela est assez problématique dans le secteur d'Etat où le premier rôle des syndicats a toujours été d'augmenter la productivité, plutôt

que de défendre les travailleurs. Dans le secteur privé, où ont lieu les pires abus et violations des droits des salariés, la situation est encore pire : il n'y a pas de syndicat du tout. Ou alors c'est le patron qui désigne tout simplement les délégués syndicaux, et le DRH est généralement le président du syndicat. Dans les usines Gold Peak de Chine continentale, les contremaîtres des chaînes de production ont été désignés comme représentants du syndicat.

### **Comment les salariés peuvent-ils répondre collectivement à cela ? Comment peuvent-ils se tourner vers les responsables syndicaux et leur demander la tenue d'élections quand la personne à qui ils s'adressent est leur chef ?**

Dans ses deux livres sur la classe ouvrière chinoise, Han a donné clairement les raisons de sa stratégie légaliste : soulignant les terribles conséquences de la Révolution culturelle<sup>11</sup>, il explique clairement qu'il faut éviter à tout prix un soulèvement populaire. Nous comprenons son souci, mais rejetons l'idée que la voie légale soit le seul moyen de se battre. En fait, dans la majorité des cas, quand les travailleurs partent en grève ou bloquent des routes, rien de terrible ne se produit, personne n'est tué. Et les travailleurs finissent par récupérer une partie de leur salaire ou obtiennent quelques victoires partielles. De plus, les paysans chinois ont l'habitude de supporter un niveau d'exploitation terrible. S'ils deviennent violents et se mettent à brûler une propriété, c'est très souvent qu'ils ont vraiment été poussés à bout par ce propriétaire.

Dans une entreprise de chaussures à capitaux taiwanais, les salariés avaient été tellement exploités qu'ils avaient pratiquement détruit l'usine. Plusieurs d'entre eux ont été envoyés en prison, alors que c'était la direction qui était responsable de cette situation. Mais dans l'ensemble, les mobilisations sont plus pacifiques, et les situations violentes ont généralement lieu dans le secteur privé où les salariés sont plus vulnérables. Dans ce secteur, la prédominance de travailleurs migrants venus des campagnes rend plus difficile la constitution de syndicats car ils portent avec eux une culture paysanne plus individualiste et sont très divisés. Mais les grèves spontanées sont, d'après nous, plus efficaces que la stratégie de négociation à froid auprès des directions d'entreprise ou des responsables gouvernementaux.

### **Des organisations syndicales étrangères ont pris des positions divergentes au sujet des syndicats chinois officiels<sup>12</sup>. Certaines mettent l'accent sur des succès limités, comme l'autorisation de constituer des syndicats dans les grands magasins de distribution Wal-Mart. Quelle approche préconises-tu ?**

À mon avis, les gains supposés dans des cas comme celui de Wal-Mart n'ont pas grand intérêt. La confédération syndicale officielle ACFTU empêche les cotisations sans procurer aux salariés le moindre pouvoir de négociation. Cela permet de présenter aux organisations syndicales internationales une façade respectable, mais ne permet pas aux salariés d'entrer en contact directement avec ces syndicalistes étrangers. Les syndicats chinois officiels ne sont pas faits pour défendre les salariés. Les syndicats étrangers devraient s'opposer à la reconnaissance de l'ACFTU par les instances internationales. Ils devraient refuser d'avoir des liens avec l'ACFTU tant que le pouvoir n'accorde pas au peuple le droit de défendre ses droits syndicaux de façon indépendante.

1. [www.globalmon.org.hk/en/aboutgm.html](http://www.globalmon.org.hk/en/aboutgm.html)
2. OMC : Organisation mondiale du commerce. Sur la mobilisation de 2005, voir [www.focusweb.org/la-chine-l-omc-et-le-mouvement-alter-mondialiste.html?Itemid=38](http://www.focusweb.org/la-chine-l-omc-et-le-mouvement-alter-mondialiste.html?Itemid=38)
3. *New Left Review* n°42, novembre-décembre 2006. [www.newleftreview.org/?page=article&view=2647](http://www.newleftreview.org/?page=article&view=2647)
4. Seattle est une ville de la côte Nord-est des Etats-Unis. Une formidable mobilisation (syndicats américains et canadiens, mouvements sociaux) y a eu lieu en 1999 contre la tenue de la réunion de l'OMC. Cette mobilisation a marqué le début du mouvement altermondialiste.
5. HKCTU est la deuxième confédération syndicale de Hong Kong avec 180 000 adhérents. [www.hkctu.org.hk/english](http://www.hkctu.org.hk/english) La première centrale est la HKFTU [www.ftu.org.hk/eng/index.html](http://www.ftu.org.hk/eng/index.html) qui compte 290 000 membres et est étroitement liée au gouvernement de Pékin.  
Sur le syndicalisme à Hong Kong, voir l'article de John Chen dans *Workers'rights for the new century* édité par l'AMRC (2003), 25 US \$, [www.amrc.org.hk](http://www.amrc.org.hk).  
Voir également [www.labour.gov.hk/public/pdf/rtu/ASR2006.pdf](http://www.labour.gov.hk/public/pdf/rtu/ASR2006.pdf)
6. Voir l'article concernant les grèves dans ce numéro.
7. *« On désigne sous le terme de « Nouvelle gauche » un ensemble très hétérogène de « sociaux-démocrates », de tenants du nationalisme économique ou de maoïstes. Ses porte-parole tendent à dénoncer les dangers externes : l'impérialisme et la mondialisation. Dans la mesure où ils critiquent la direction du PCC (ce qui est rare), ils lui reprochent d'être trop « molle » face à l'Occident. Ils défendent l'État, le national et l'oriental. Ils font souvent référence à l'héritage maoïste : recherche d'une voie de développement propre, étatisme, valeurs collectivistes. Ils craignent que la désintégration du bloc soviétique n'annonce celle de la Chine et accordent une priorité absolue à la stabilité. Cette obsession pour la stabilité explique que la « Nouvelle gauche » n'a pas repris le flambeau du mouvement démocratique de 1989. Sa critique de la politique officielle s'est, certes, durcie ces dernières années mais si elle dénonce les conditions d'entrée de la Chine dans l'OMC, elle n'en remet pas en cause le principe. La majorité de ses porte-parole se place du point de vue de l'État plus que de celui des résistances sociales. Elle peut donc en épouser le nationalisme. Seule une petite minorité développe un discours plus radical, incluant les références de classe et la critique originelle par le PCC du nationalisme bourgeois ».* Pierre Rousset (2006) [www.europe-solidaire.org/spip.php?article3309](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article3309)
8. Voir : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Han\\_Deqiang](http://fr.wikipedia.org/wiki/Han_Deqiang)
9. Voir les extraits de son interview à la *New Left Review* dans ce numéro.
10. Voir l'article consacré aux syndicats dans ce numéro.
11. Voir la chronologie figurant dans ce numéro.
12. Voir l'article qui leur est consacré dans ce numéro.

# CHINE



# ENTRETIEN AVEC CAI CHONGGUO

*Cai Chongguo est né en 1955. Après le lycée, comme tous les chinois de sa génération, il a travaillé pendant près de 5 ans à la campagne puis en usine où il a été brièvement délégué syndical. Il étudie ensuite la philosophie lors du « Printemps de Pékin » de 1989. Recherché par la police pour son implication dans la mobilisation, il réussit à s'enfuir de Chine et vit, depuis cette époque, en région parisienne. En 1993, Cai fait la connaissance de Han Dongfang<sup>1</sup> lors d'un voyage aux USA. Il devient alors correspondant pour l'Europe du « China Labour Bulletin ». Cai est l'auteur de nombreux articles ainsi que du livre « Chine : L'envers de la puissance »<sup>2</sup>, paru en 2005. Ce qui suit est issu d'entretiens que « Solidaires » a eu avec lui en septembre 2007. Des éléments biographiques plus détaillés figurent à la fin de ce document.*

## Comment s'explique ton engagement auprès du mouvement ouvrier ?

Je me suis toujours senti proche des ouvriers et des paysans. Mon engagement s'explique par plusieurs raisons.

- Il y a tout d'abord le massacre de 1989. L'échec du mouvement démocratique m'a fait comprendre que pour changer la société chinoise, il faudrait mobiliser les ouvriers et ne pas compter seulement sur les intellectuels.

- Deuxièmement, j'ai compris dès les années 80 que la réforme économique allait avoir des conséquences sociales très importantes sur les salariés. La société risquait de devenir inégalitaire. On entendait dire que si les sociétés d'Etat fonctionnaient mal, c'était de la faute des salariés : parce qu'ils étaient paresseux du fait que leur emploi et leurs droits étaient garantis. Je n'étais pas d'accord. J'avais travaillé comme paysan et comme salarié, et j'avais constaté que les salariés n'étaient pas des paresseux. Les problèmes venaient en fait des bureaucrates qui faisaient n'importe quoi. Lorsque j'ai travaillé en usine, j'étais chargé de réaliser des enquêtes et c'est le principal responsable du Parti dans l'entreprise qui m'a viré. C'était un « vétéran » communiste qui ne comprenait rien, et qui se disputait avec tout le monde. Mon entreprise était une des meilleures entreprises de l'époque. On fabriquait du matériel pour les ordinateurs. Mais les responsables communistes étaient des imbéciles qui ne comprenaient rien. Comment pouvait-ils faire fonctionner correctement cette entreprise d'Etat ?

- La troisième raison de mon engagement est sans doute aussi l'exemple de mon père. Après avoir été un responsable local du Parti, il était, au début des années 80, président du syndicat des transports de ma province qui compte 40 millions d'habitants. Mon père n'a pratiquement jamais été ouvrier, mais c'était un communiste très honnête et très propre. Il n'était pas corrompu, et a toujours eu des problèmes avec les responsables du parti.

Ces trois éléments expliquent pourquoi, lorsqu'en 1993 j'ai rencontré Han Dongfang, qui est très exigeant, on s'est bien entendu tout de suite.

### **Quelle est l'activité du China Labour Bulletin<sup>3</sup> ?**

Plus qu'un bulletin, China Labour Bulletin est une association ayant pour vocation de promouvoir le syndicalisme indépendant en Chine.

Nous partons de zéro car le syndicalisme indépendant est une notion nouvelle en Chine. Nous devons commencer par créer des liens de solidarité minimum car les salariés sont mis en concurrence entre eux. Cela passe par un travail très concret. Nous avons un réseau qui travaille avec des cabinets d'avocats pour aider les salariés à faire valoir leurs droits. On travaille en direction des migrants employés par les entreprises étrangères ainsi que vers les salariés du secteur d'Etat.

Nous sommes obligés de nous situer dans le cadre du syndicat officiel, et nous cherchons à faire élire des délégués représentant vraiment les salariés.

Deux fois par semaine, Han Dongfang anime une émission de radio que peuvent écouter plusieurs dizaines de millions de chinois. En ce qui me concerne je parle presque tous les jours sur des radios occidentales émettant en direction de la Chine comme BBC, RFI, American Voice, la radio allemande, radio Free Asia. Ces radios sont plus écoutées que les radios officielles, même si certaines émissions sont brouillées par le pouvoir. Notre bulletin est accessible sur Internet. De leur côté, les chinois nous contactent par téléphone ou par Internet.

Au niveau international, nous cherchons à fournir aux syndicats du monde entier, ainsi qu'à l'opinion publique des informations sur ce qui se passe en Chine. Nous avons eu des contacts avec le BIT<sup>4</sup> et la CISL<sup>5</sup>.

### **Quels sont les revenus des salariés et paysans chinois ?**

Le salaire mensuel moyen d'un salarié qualifié est d'environ 1 500 yuans<sup>6</sup> à Pékin et 1 000 yuans dans l'intérieur du pays. Les migrants venus des campagnes gagnent seulement autour de 600 ou 700 yuans.

Si on veut faire des comparaisons avec les salaires existant dans d'autres pays, il faut tenir compte du fait que 80 % des salariés chinois n'ont pas de couverture maladie ni de retraite, qu'ils doivent payer pour l'éducation des enfants, que se loger coûte très cher, et que leurs emplois sont généralement précaires.

Les travailleurs migrants sont payés 40 % moins cher que les autres salariés, et ils ont encore moins de Sécurité sociale. Ils vont rarement au café, au cinéma, au théâtre ou au musée, encore moins au restaurant. Ils envoient l'essentiel de leur argent au village, ou le mettent de côté pour l'avenir.

Le revenu mensuel moyen des paysans est d'environ 250 yuans : en travaillant la terre, ils perdent de l'argent ! Ils vivent carrément dans la misère, et 70 % de leurs ressources proviennent de l'argent envoyé par les migrants.

### **Comment la société chinoise est-elle structurée ?**

La classe ouvrière en Chine est une classe très jeune. Elle s'est en effet formée tardivement : en 1949, il y avait seulement trois millions d'ouvriers, dont de nombreux enfants. Le niveau d'industrialisation était très faible, beaucoup d'entreprises étaient étrangères. Et ensuite, le PC a tout contrôlé pendant 50 ans.

La classe ouvrière chinoise est aujourd'hui en pleine recomposition.

- Entre 1995 et 2005, environ 70 millions de salariés qui travaillaient dans les entreprises d'Etat ont été privés d'emploi, parfois sous forme de mise en retraite anticipée.

- Simultanément environ 150 millions de paysans sont devenus salariés avec des statuts encore plus précaires.
- Les nouveaux embauchés ne bénéficient plus du statut de quasi-fonctionnaire qui garantissait l'emploi, la retraite, et la couverture maladie. Tout cela explique pourquoi la classe ouvrière chinoise n'a pas de culture de lutte. Elle n'a pas de conscience de classe et, en ce sens là, ce n'est pas une classe. Le rapport des forces est aujourd'hui le suivant.
- On trouve d'un côté les directeurs des entreprises privées ou publiques qui ont tous les pouvoirs. Ils sont très liés aux autorités locales par des relations familiales, amicales ou par le biais de la corruption. Intérêts politiques et intérêts privés sont étroitement imbriqués. Le premier objectif fixé aux autorités locales est de développer la croissance de la région en attirant le plus possible d'investissements. Ils soutiennent pour cette raison les directions d'entreprises.
- De l'autre côté, on trouve les salariés qui n'ont pas de tradition et de culture de lutte. Ils n'ont pas le droit de s'organiser en syndicat indépendant. Il est donc important et urgent de créer des liens de solidarité parmi les travailleurs, et de propager la notion de syndicalisme indépendant.

### **Quelle analyse fais-tu des récentes mesures sociales prises par le pouvoir ?**

Face au développement de la pauvreté, une sorte de RMI a été mis en place. Son montant est très faible : 200 à 250 yuans par personne suivant les villes, soit le minimum nécessaire pour survivre. Les RMIstes doivent travailler bénévolement un ou deux jours pour nettoyer le quartier ou apprendre les discours du Président.

Cette mesure a permis le renforcement du contrôle de l'Etat sur les salariés au nom de la lutte contre la fraude. Il arrive que le nom de tous les RMIstes soient publiés dans les journaux ou affichés dans la rue. Le comité de quartier incite alors les voisins à surveiller les bénéficiaires du RMI. Ce RMI peut être supprimé si les autorités soupçonnent les bénéficiaires d'avoir des revenus jugés trop élevés, par exemple s'ils ont un chat ou des bijoux ou s'ils invitent un peu trop souvent des gens à manger à la maison. Auparavant c'était aussi le cas pour les téléphones portables ou les téléviseurs couleur.

Le gouvernement encourage la surveillance mutuelle et la dénonciation par les voisins. C'est un système scandaleux qui repose sur l'humiliation.

Le gouvernement chinois a pris des initiatives face aux problèmes sociaux, mais il continue à interdire toute association indépendante. L'idée du pouvoir est que les paysans et les ouvriers peuvent être utilisés comme des machines. Il n'y a aucune prise en compte de la dignité des individus. On vous aide en vous humiliant. Cela se traduit parfois par des suicides.

### **Peux-tu nous parler de la situation des femmes ?**

Mao avait amélioré le statut des femmes par rapport à ce qui existait dans la société traditionnelle chinoise. Mais les femmes ont été les principales victimes de la réforme économique. Leur situation s'est dégradée depuis les années 80.

China Labour Bulletin a réalisé une enquête en 2005 dans des provinces du centre. La plupart des salariés étaient des jeunes femmes de 14 à 16 ans, fabricant des jouets, des vêtements ou des chaussures. Leurs salaires étaient moindres que ceux

des hommes, même pour celles qui travaillaient plus que des hommes.

Le harcèlement sexuel est monnaie courante dans les entreprises. En Chine du Nord, les femmes sont parfois battues par leurs maris et les chômeuses sont souvent contraintes de se prostituer. Il existe en Chine au moins 6 millions de prostituées. Et cela se prolonge à Paris, où beaucoup de prostituées sont d'anciennes chômeuses qui financent ainsi les études de leurs enfants. De nombreux romans ont été écrits sur la situation des femmes.

Pendant longtemps les femmes bénéficiaient rarement de congé maternité, car elles étaient virées dès qu'elles étaient enceintes. Maintenant, c'est plus difficile pour les patrons de procéder ainsi ; alors les patrons embauchent des femmes plus jeunes, et ils les viront souvent dès qu'elles commencent à sortir avec un garçon : pour cette raison, les jeunes femmes doivent garder secrète ce genre de relation.

L'infanticide des filles existe toujours, mais moins qu'avant, car maintenant ce sont en général des gens nés dans les années 80 qui sont en âge de procréer, et leur mentalité est différente de celle de la génération précédente. À Pékin, les relations sont beaucoup plus égalitaires entre garçons et filles. Les jeunes ont un meilleur niveau culturel et ne veulent pas se marier tout de suite pour avoir des enfants. Mais à la campagne, à part dans les régions côtières, peu de chose ont changé à la campagne depuis 2 000 ans.

### **Quelles sont les conséquences de l'entrée de la Chine dans l'OMC ?**

Les conséquences de l'entrée dans l'OMC ont été énormes. La Chine est entrée dans l'OMC en 2001 après 10 ans de préparation. Celle-ci a servi de slogan pour mettre les entreprises chinoises aux normes internationales.

À la fin des années 80, la préoccupation principale du pouvoir était d'améliorer la gestion des entreprises d'Etat. Par la suite cette préoccupation a été abandonnée, le gouvernement a tout fait reposer sur la venue d'entreprises étrangères et cela a eu trois conséquences.

- Plus grande chose a été fait pour améliorer les entreprises chinoises, et beaucoup d'entre elles se sont effondrées.
- L'industrie nationale est maintenant affaiblie, certains secteurs comme l'automobile, l'aéronautique ou les pneumatiques sont pratiquement monopolisés par des entreprises étrangères, ce qui provoque des sentiments nationalistes.
- Des licenciements massifs ont eu lieu.

Au début des années 1990, par exemple, les entreprises pétrolières marchaient très bien. Mais au nom de l'entrée dans l'OMC, des licenciements massifs ont eu lieu sous prétexte que les entreprises pétrolières internationales employaient 10 fois moins de salariés que nous. Et le pouvoir a proclamé que pour être concurrentiel, il fallait licencier.

Au nom de l'entrée dans l'OMC, les services publics ont été privatisés. L'éducation et les soins de santé sont devenus payants et, depuis 15 ans, leur prix a augmenté de 15 à 20 fois.

Le problème le plus important aujourd'hui concerne le secteur bancaire et financier. La plupart des banques appartiennent toujours à l'Etat, mais des banques étrangères commencent à s'installer, et depuis 2007, elles peuvent faire des transactions en monnaie chinoise.

Un processus de privatisation est par ailleurs en cours, et de plus en plus de banques étrangères achètent des actions de banques chinoises. D'importants licenciements ont lieu dans les banques depuis un an, et des manifestations ont rassemblé des dizaines de milliers de salariés.

Avant, la Chine exportait au moins 20 millions de tonnes de soja, elle en importe maintenant 30 millions de tonnes. Mais globalement, les conséquences de l'OMC pour les agriculteurs ont été moindres que pour les salariés et les services publics.

### **Comment se comportent les multinationales étrangères en Chine ?**

Les entreprises étrangères recrutent leur personnel sur place et s'alignent sur le comportement du patronat chinois. Le groupe cimentier Lafarge, par exemple, traite très bien les managers et ingénieurs chinois, mais il n'en va pas de même avec les autres salariés. Cette compagnie a une mauvaise réputation en Chine car lorsqu'elle rachète une entreprise chinoise, elle vire immédiatement la plupart des travailleurs, ce qui se traduit par des manifestations. China *Labour Bulletin* n'a malheureusement pas de liens avec les syndicats du groupe Lafarge dans le monde. Nous avons publié sur notre site un article concernant les pratiques du groupe Peugeot-Citroën en Chine.

### **Qu'est-ce qui a changé depuis la publication de ton livre en 2005 ?**

Pour l'essentiel, mon livre est aujourd'hui encore plus d'actualité, car les Français sont plus nombreux à s'intéresser aux problèmes sociaux existant en Chine.

Si je devais le réécrire, j'y ajouterais les mesures sociales prises par le gouvernement, comme la sorte de RMI dont j'ai parlé tout à l'heure.

Je parlerais également du renforcement de la police. Vous ne pouvez pas imaginer la quantité de policiers, le nombre de voitures de patrouille blindées, l'ampleur de l'armement moderne. Les policiers ont même des caméras fixées à l'épaule. On voit tous les jours des reportages sur les activités de la police. Les policiers sont 10 fois plus mobiles qu'il y a 3 ou 4 ans. On a vu récemment à la télévision un rassemblement de 20 000 policiers en moto. Un « système de mobilisation contre les catastrophes et les émeutes » a été mis en place.

À la campagne il y a toujours beaucoup d'affrontements liés aux expropriations de terres et à la pollution. Depuis 2006, beaucoup de taxes sur les paysans ont été supprimées, mais cela n'a pas beaucoup d'effet sur le niveau de vie des paysans, car le prix des produits industriels comme les engrais et des insecticides ont beaucoup augmenté. Dans les campagnes, l'école primaire et le collège sont redevenus gratuits, mais pas le lycée ou l'université, et pour les paysans, cela coûte très cher. Un système de protection sociale a été mis en place, mais il fonctionne très mal. Des comités de village ont été institués dans les années 1980. Fait exceptionnel en Chine, ils sont élus par les paysans<sup>7</sup>. Mais ils n'ont pas servi à grand chose, car le PC continue à contrôler l'organisation des élections locales. S'il n'y a ni liberté d'expression et d'organisation, ni liberté de la presse, l'élection de comités ne fait que renforcer les mafias du PC.

**EXTRAITS DE « L'ENVERS DE LA PUISSANCE » PARU EN 2005****Politique : « le bond en arrière »**

J'estime que depuis 20 ans, il y a eu un recul démocratique considérable. (p. 36)  
La première faiblesse du régime c'est le divorce entre la population et les élites politiques, économiques et culturelles (p.15).

Ce régime hybride de dictature communiste et de capitalisme économique s'est installé progressivement depuis 1993 (p.14).

La population est surveillée par une police secrète. Son rôle a été renforcé après les événements de 1989. S'y ajoutent des comités de quartier directement reliés à la police et qui lui signalent les gens suspects. Au téléphone ou sur Internet, tous se savent en permanence observés (pp. 40-42).

Sur le plan de la culture, une véritable censure existe, qui s'est renforcé depuis une dizaine d'années (p. 43). Seul le roman est demeuré relativement libre (p. 45).

**Economie**

La Chine est devenue un pays capitaliste régi par l'intérêt privé (p. 59).

La Chine exporte des produits « simples », comme des jouets, des chaussures, des outils, des écrans de TV ou d'ordinateur, mais elle doit importer les produits à forte valeur ajoutée, comme les voitures. Pire 55 % des exportations sont le fait d'entreprises étrangères implantées en Chine, et même 80 % si l'on s'en tient au secteur des nouvelles technologies (p. 31)

**Les gagnants.**

Les gagnants sont tout d'abord les responsables des anciennes entreprise d'Etat. Chargés d'établir la valeur des actifs (terrains, immeubles et équipements) qui, ensuite, étaient vendus, ils ont eu tendance à les sous-estimer, soit pour toucher une commission occulte de l'acheteur, soit, lorsqu'il s'agissait d'eux-mêmes, pour maximiser leur plus-value à venir. Une fois propriétaires, rien ne les empêchait de revendre la société plus chère (en anticipant les économies à venir, notamment grâce aux licenciements), et d'empocher la différence. Les privatisations ont ainsi permis des enrichissements rapides par détournement de biens publics (p. 80).

**Inégalités sociales**

L'ouverture a permis l'émergence d'une classe moyenne, comptant environ 100 millions de chinois, mais aussi d'une classe aisée, voire riche, estimée à environ 5 % de la population.

Plus de 20 millions de fonctionnaires d'Etat travaillent en administration centrale ou locale, et dans les organes du Parti. Les différentes administrations (la municipalité, le bureau du commerce et de l'industrie, le syndicat officiel, l'association des femmes, la Ligue de la jeunesse, la police et l'armée) et les comités du Parti sont en effet présents à chaque échelon (p. 75). Ils bénéficient de la garantie de l'emploi et d'une couverture maladie leur assurant la gratuité des soins. À l'autre bout de l'échelle sociale, ouvriers et paysans n'ont jamais connu pareille précarité. Jamais depuis 1949, leurs conditions de vies n'ont été aussi éloignées de celles des cadres (p.16).

**La classe salariée traditionnelle**

Elle est forte de quelque 100 millions de salariés : ouvriers, mais aussi médecins, infirmières, enseignants (p.73). Elle a perdu son statut de quasi-fonctionnaire

(p.61). Elle se caractérise par sa précarité et son taux de chômage (p. 73).

### **Les travailleurs migrants** (mingongs)

Ces ruraux émigrés dans les villes sont environ 100 millions, sans compter les 250 millions de ruraux en sureffectif dans les campagnes. Bon nombre de mingongs sont des femmes et des enfants de moins de 16 ans qui travaillent dans les usines textiles, de chaussures ou de jouets (pp. 74-75).

### **Les paysans**

Selon les chiffres du gouvernement, le revenu agricole moyen annuel est de 2 622 yuans (260 euros), soit le tiers de celui des villes (8 472 yuans ou 850 euros) (p. 76).

La paupérisation des campagnes résulte de différents facteurs : la décollectivatisation des terres (qui a favorisé l'émergence de grands domaines plus compétitifs) ; la privatisation des entreprises rurales et de certains services publics ; le sous-investissement (88 % des investissements étrangers se dirigent vers les régions côtières, 9 % seulement au centre et 5 % à l'Ouest), et surtout la réforme fiscale entamée en 1994 (p. 77).

### **Conditions de travail**

Dans les mines de charbon, les accidents font au moins 20 000 morts par an, 80 % du total mondial ! (p.66).

En ce début du XXIe siècle, les mines privées chinoises rappellent étrangement les premiers puits européens du XIXe siècle (p. 67).

### **Ecole**

En 1994, l'Ecole a été déclarée payante pour tous et les parents se sont vus accorder la liberté du choix de l'établissement. L'Ecole est devenue une lourde charge pour la plupart des familles. Le primaire absorbe le tiers des revenus annuels, et le lycée 38 %. Depuis 1989, les frais d'inscription à l'Université ont été multipliés de 25 à 50 et peuvent atteindre plus de 2 ans d'un salaire moyen chinois. Ramenés au revenu de la population, les frais réels d'inscription à l'Université sont trois fois plus élevés que ceux du Japon, pourtant censés être les plus chers du monde. Les chinois n'hésitent pas à parler des « trois monstres » en parlant des frais d'éducation, des frais de santé, et du coût du logement (pp. 83-87).

### **Mobilisations**

Presque chaque jour, des protestations, des grèves ouvrières ou des agitations paysannes se produisent en Chine. Un spécialiste des questions sociales les évalue à 60 000 par an<sup>8</sup> (p.10).

**ELEMENTS DE BIOGRAPHIE DE CAI CHONGGUO**

Entretien avec Solidaires du 17 septembre 2007

Je suis né en 1955. J'avais donc 12-13 ans au moment de la Révolution culturelle, et j'étais trop jeune pour être Garde rouge. Mais j'étais très curieux et j'allais souvent voir ce qui se passait dans la rue, et ma mère était morte d'inquiétude.

Mon père était le responsable du Parti dans une grande entreprise de transports. Je me souviens d'une discussion très tendue en 1967 qui a eu lieu à la maison entre lui et un de ses anciens amis. Celui-ci était devenu un « rebelle » et il accusait mon père d'être un bureaucrate. Mon père a été arrêté et démis de ses fonctions. Il a été libéré après avoir fait son autocritique, et il a dû aller travailler comme ouvrier sur les bateaux. En 1969 il a été rétabli dans ses fonctions puis, dans les années 1980, il est devenu un important responsable du syndicat régional des transports. Pendant la « Révolution culturelle », il y avait eu des choses terribles et des choses positives. Ce qui était positif c'était que les travailleurs pouvaient s'exprimer et critiquer les dirigeants. Ce serait inimaginable aujourd'hui. Mais de l'autre côté, il y avait un contrôle très strict sur la vie privée, une répression politique très arbitraire. Au lycée, par exemple, mes profs avaient peur quotidiennement. Les bons profs étaient mal vus par les autorités, et ceux qui étaient nuls étaient par contre bien vus. Un considéré comme talentueux était dangereux.

Entre 1973 et 1975, à ma sortie du lycée, comme les autres chinois de ma génération, j'ai été envoyé deux ans à la campagne pour travailler dans les rizières. Au début, j'ai été accueilli très froidement car cela s'était très mal passé avec mon prédécesseur, mais cela a ensuite changé. Je leur ai appris à lire. Au bout d'un an, je me suis retrouvé maire du village.

J'ai ensuite travaillé deux ans et demi dans une usine, d'abord à la cantine, puis dans les bureaux. Je me suis retrouvé vice-président des délégués syndicaux. Je m'occupais notamment d'enquêtes sur les conditions de travail. Je parlais très franchement et, au bout de trois mois, j'ai été viré de mes responsabilités. Je continuais à être syndiqué : tout le monde était membre du syndicat, c'était obligé, on n'avait pas le choix. J'ai été ensuite affecté comme secrétaire au service des enquêtes du service de lutte anti-corruption.

Deux ans après, j'ai passé le concours pour entrer à l'Université où j'ai fait des études de philosophie.

À partir de 1982, j'ai travaillé comme professeur de philosophie. J'ai publié pas mal d'articles sur la philosophie politique et l'histoire chinoise contemporaine dans une revue créée en 1984 et qui a ensuite été interdite en 1987. Je suis ensuite retourné à la fac pour faire une thèse sur la

philosophie politique française. Mon prof était le plus grand spécialiste chinois de la pensée politique européenne et notamment française. La culture française a inspiré des générations et des générations d'intellectuels chinois.

Le mouvement de 1989 a alors éclaté. J'étais à la fois professeur et responsable de l'association étudiante. Pour tenter d'éviter l'affrontement, j'ai dialogué un certain temps avec les autorités.

Ensuite, je suis allé à Pékin pour soutenir le mouvement étudiant et tenter d'établir le dialogue avec les autorités afin d'éviter le massacre. Et on a échoué.

J'étais sur la place Tiananmen au moment du massacre. Le 4 juin au matin, j'ai vu les chars tirer sur les étudiants et les citoyens, douze étudiants ont été écrasés devant moi.

Je suis ensuite retourné dans ma ville natale et j'ai conseillé aux étudiants de rentrer chez eux pour éviter d'être massacrés.

J'étais recherché par la police. Pendant un mois, je devais changer de logement chaque jour.

Aidé par des démocrates de Hong Kong, j'ai réussi à rejoindre Hong Kong caché dans un bateau de pêcheur. Mais il a été rattrapé par la police, et j'ai alors dû nager dans la mer pendant quatre heures. En arrivant à Hong Kong, j'étais épuisé, avec des coupures partout causées par des huîtres et les coquillages.

J'ai été accueilli en France le 14 juillet 1989. En 1993, j'ai voyagé aux USA et j'ai rencontré Han Dongfang pour la première fois. Il avait entendu parler de moi, car j'avais écrit des articles. Il me considérait comme différent des autres intellectuels qui ne parlent que de théorie.

En 1994, Han a fondé à Hong Kong le China Labour Bulletin qui, plus qu'un bulletin, est plutôt une association cherchant à promouvoir le syndicalisme indépendant en Chine.

À partir de 1995, nous avons commencé à préparer le terrain face à ce qu'il pouvait se passer en 1997 avec la rétrocession de Hong Kong à la Chine. Han avait été invité pour le congrès de FO, on a discuté et on a décidé de travailler ensemble. J'ai travaillé pour une version française du Bulletin.

Il fallait se préparer à réagir s'il lui arrivait quelque chose à Hong Kong. Finalement, en 1997, lorsque Hong Kong a été rattaché à la Chine, cela s'est mieux passé pour lui qu'on ne le pensait.

1. Voir l'interview de Han Dongfang dans ce n° 3 de *Solidaires Internationales*.
2. Editions En Clair Mango (2005) – 9 euros -
3. D'autres éléments concernant l'activité du China Labour Bulletin figurent dans l'interview de Han Dongfang reproduit dans ce n°3 de *Solidaires Internationales*.
4. Le Bureau international du travail est l'exécutif de l'OIT, l'organisme de l'ONU chargé de promouvoir les droits des travailleurs, d'améliorer leurs conditions de travail et de lutter contre le chômage.
5. La CISL est l'internationale syndicale à laquelle appartenait avant 2006 la majorité des confédérations syndicales du monde occidental. En novembre 2006, la CISL a cédé la place à la CSI qui regroupe les confédérations appartenant auparavant à la CISL et la CMT, ainsi que 8 organisations (dont la CGT française) qui n'avaient pas d'affiliation internationale.
6. Pour avoir une conversion approximative en euros, il suffit de retirer un zéro, ce qui donne environ 150 euros pour le salaire mensuel moyen d'un salarié qualifié à Pékin.
7. Jean-Louis Rocca *La condition chinoise...* (2006) pp 256-279
8. « Ce chiffre a été repris par le Ministre de la sécurité publique lui-même. Il s'agit d'une grande première. Peut-être espérait-il ainsi obtenir davantage de crédits pour équiper les forces de police ». (entretien avec Cai Chongguo – 17 septembre 2007).



# BIBLIOGRAPHIE

**Jean Chesnaux (1999) : Carnets de Chine.**

Editions de La quinzaine Littéraire.

**Zhuang Han (2001) : Le nouveau système de sécurité sociale.**

Chronique internationale de l'IREs n°69

[www.ires-fr.org/files/publications/chronique%20internationale/c69/chap2.pdf](http://www.ires-fr.org/files/publications/chronique%20internationale/c69/chap2.pdf)

**Cai Chongguo (2005) : L'envers de la puissance.**

En clair Mango - 9 euros - 176 pages. Ce petit livre, clair et militant, est incontournable. Quelques mises à jour nous ont été signalées en septembre 2007 par l'auteur lors d'un entretien dont la transcription figure dans ce numéro.

**Cai Chongguo et Pierre Concialdi (2006) : Après la dernière session de l'Assemblée populaire nationale : quels changements ?**

Chronique internationale de l'IREs n°100

[www.ires-fr.org/files/publications/chronique%20internationale/c100/1c100.pdf](http://www.ires-fr.org/files/publications/chronique%20internationale/c100/1c100.pdf)

**Cai Chongguo et Pierre Concialdi (2006) : Les syndicats chinois entre impuissance et immobilisme.**

Chronique internationale de l'IREs n° 102.

[www.ires-fr.org/files/publications/chronique%20internationale/c102/c1027.pdf](http://www.ires-fr.org/files/publications/chronique%20internationale/c102/c1027.pdf)

**Pierre Rousset (2006) : la troisième mort de Mao.**

[www.europe-solidaire.org/spip.php?article3309](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article3309)

**Jean-Louis Rocca (2006) : La condition chinoise, la mise au travail capitaliste à l'âge des réformes (1978-2004).**

L'auteur est un chercheur français qui enseigne la sociologie dans une université de Pékin. - Karthala - 26 euros - 327 pages.

**Sanjuan, Allès, Cabestan, Citoleux (2006) : Dictionnaire de la Chine contemporaine.**

Armand Colin - 31 euros -

**Marie-Claire Bergère (2007) : Capitalismes et capitalistes en Chine, des origines à nos jours.**

Ce livre de 460 pages édité chez Perrin (21 euros) est écrit par une spécialiste de la Chine où elle a souvent séjourné.

voir [www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3328,36-303818,0.html](http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3328,36-303818,0.html)

**Des documents, parfois audiovisuels, sont disponibles sur les sites suivants :**

[www.cefc.com.hk/fr](http://www.cefc.com.hk/fr) (notamment les articles de la revue *Perspectives chinoises*).

[www.ceri-sciences-po.org](http://www.ceri-sciences-po.org)

[www.canalu.fr](http://www.canalu.fr)

[www.archivesaudiovisuelles.fr](http://www.archivesaudiovisuelles.fr)

[www.amnesty.org/fr](http://www.amnesty.org/fr)

[www.ldh-france.org](http://www.ldh-france.org)

[www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr)

[www.china-labour.org.hk](http://www.china-labour.org.hk) (en anglais et en chinois)

[www.globalmon.org.hk](http://www.globalmon.org.hk) (en anglais et en chinois)

[www.europe-solidaire.org](http://www.europe-solidaire.org) (en français et en anglais)

# CHINE

SOLIDAIRES INTERNATIONALE N°3 - PRINTEMPS 2008 - PAGE 68



# FORUM SOCIAL SIBÉRIEN : PROGRES DANS LA COORDINATION DES LUTTES

Par Carine Clément\*

**D**u 3 au 5 août 2007 s'est tenu à Novossibirsk la quatrième édition du Forum Social Sibérien, auquel s'était adjoint cette année une assemblée des mouvements sociaux et syndicaux de Russie. Pendant trois jours, plus de 250 délégués, venant de 32 régions de Russie, ont travaillé à rapprocher leurs points de vue et à mettre en place réseaux et plans de campagne. Les participants au Forum représentaient un large éventail d'initiatives sociales, de mouvements ou d'organisations syndicales. Nettement marqué à gauche et dans la tradition altermondialiste, le Forum a également fait une place aux débats sur les orientations politico idéologiques, très différentes selon les groupes considérés. Néanmoins, la majeure partie des discussions a porté sur des questions plus pratiques et concrètes, concernant les méthodes de lutte et les moyens de l'auto-organisation. Surtout, le Forum s'est déroulé sous un mot d'ordre sans cesse répété – la solidarité.

Et pourtant tout aurait pu mal finir. À la veille de l'ouverture du Forum, les organisateurs locaux ont appris que le pensionnat où devaient être logés les participants avait soudain été infecté d'un dangereux virus, que les lieux de tenue du Forum avaient été fermés pour réparation et que le rassemblement prévu sur la place principale de la ville était empêché par des festivités musicales. Il en fallait plus pour freiner les militants, qui ont fait le siège de l'administration régionale pendant toute la matinée du 3 août, exigeant une rencontre au sommet et la levée des obstacles à la tenue du Forum. Le piquet a été levé à la suite de négociations avec le vice-gouverneur promettant de résoudre le problème.

Le rassemblement de l'après-midi, malgré tout, est resté interdit, ce qui n'a pas dissuadé les militants. Pendant deux heures, toutes les délégations se sont présentées et ont scandé des slogans hostiles aux pouvoirs locaux. Les policiers ont tenté des arrestations, mais la foule s'est interposée.

Finalement, le pensionnat ayant été « désinfecté », les participants au Forum ont pu rejoindre les lieux pour la nuit – un endroit magnifique perdu dans la Taïga et au bord d'un lac immense. Mais, à la dernière minute, les organisateurs ont dû tout de même trouver un lieu alternatif pour la tenue du Forum. Prudence oblige, l'adresse du lieu a été tenue secrète jusqu'au dernier moment.

L'atmosphère de clandestinité n'a d'ailleurs fait que renforcer l'esprit d'euphorie qui régnait lors de la première plénière, présidée par les représentants de la coalition locale – le Comité d'actions solidaires de la région de Novossibirsk, coordination fondée lors des soulèvements massifs des retraités contre la réforme du système de sécurité sociale, début 2005, et rassemblant syndicats, associations d'habitants et groupements de gauche. Le dynamisme de cette coalition, ainsi que la forte présence de l'Union des conseils de coordination de Russie, réseau interrégional de luttes sociales en particulier sur le problème du droit au logement, ont joué un rôle très positif dans les débats, en faisant partager leur expérience.

Le travail en ateliers s'est effectué autour de six thèmes principaux : le droit au loge-

ment et l'auto-organisation des habitants, le droit du travail et les syndicats, les problèmes écologiques et les réponses à apporter, la violation des droits de l'Homme, la résistance à la commercialisation de l'Education et le problème des retraites.

L'atelier sur les retraites a rapidement analysé la situation : tout le monde est tombé d'accord pour qualifier de scandaleux le montant misérable des retraites (autour de 80 euros par mois, soit environ 25% du salaire moyen), qui ne permettent à personne de vivre, et même de survivre. La discussion a donc plutôt porté sur les actions à mener pour obliger le gouvernement à augmenter massivement les retraites (jusqu'au minimum de 10 000 roubles) et à en garantir le montant (après la dernière réforme, le système de retraite repose principalement sur la capitalisation). Il a été décidé d'organiser une journée coordonnée de luttes dans les régions à l'automne, sous le slogan « Pour une retraite décente ! ». L'atelier s'est terminé sur la décision des retraités de Novossibirsk, de fonder le mouvement des retraités de la région, et d'ouvrir une consultation juridique et militante régulière sur ces questions.

C'est l'atelier consacré aux problèmes du logement qui a rassemblé le plus de monde. L'accent a été mis sur les expériences d'auto-organisation et de résistance, notamment sur le terrain de la réforme du mode de gestion des immeubles, des constructions sauvages, des habitants des foyers de travailleurs menacés d'expulsion, des petits épargnants tombés victimes d'opérations immobilières frauduleuses, de la rénovation d'un parc de logements de plus en plus vétustes, résultat de la nouvelle politique du logement et du développement urbain, marquée par la privatisation accélérée des services urbains et par l'encouragement à la spéculation immobilière. Sur toutes ces questions et d'autres encore, des expériences très réussies sont menées dans beaucoup de villes, à la fois par la voie juridique et par les moyens de lutte. À l'issue du travail de l'atelier, il est apparu évident que la majeure partie des participants, plutôt que de rester sur les positions traditionnelles en Russie et d'attendre tout d'un Etat paternaliste, se rassemblait plutôt autour de l'idée de l'autogestion hors des structures d'un Etat corrompu et allié des structures immobilières mafieuses. Décision a été prise de mener en commun cet automne une action en défense du droit au logement et à l'autogestion, en appelant tous les réseaux et régions à y participer.

L'atelier syndical a rassemblé des représentants de plusieurs syndicats en lutte et en proie à la répression antisyndicale. Les participants ont d'abord salué le courage des ouvriers de l'usine automobile AvtoVAZ (voitures Lada), en grève d'avertissement le 1er août et constaté un rebondissement du mouvement syndical en Russie. Les nouveaux conflits du travail portent moins sur le problème du non-paiement du salaire, moins fréquent qu'auparavant, mais plutôt sur celui du niveau de salaire, des conditions de travail (notamment les questions de la sécurité et des heures supplémentaires). Les intervenants ont rappelé la multiplication des tragédies dans les mines du Kouzbass, dûes au non-respect des normes de sécurité au nom du profit à tout prix ou de la course à l'augmentation du salaire (encore à la pièce dans la plupart des entreprises). Quant aux moyens de lutte, il a été noté la nécessité de soutenir la dynamique de création de nouveaux syndicats libres et de les défendre solidairement contre les répressions (licenciements, discriminations, etc.). En second lieu, la grève a été jugée comme le moyen le plus efficace mais égale-

ment dangereux, le nouveau Code du travail de 2002 rendant la grève légale pratiquement impossible. Décision a donc été prise d'entamer une campagne pour la réalisation du droit à la grève. Finalement, le sabotage ou la grève du zèle ont été jugés le moyen le plus sûr de lutte ; méthode d'ailleurs la plus utilisée par les syndicats dans la période actuelle.

Cet atelier a également abordé le thème de la solidarité, jugée indispensable tant par les syndicalistes que par les représentants des mouvements sociaux, ce qui a abouti à l'adoption d'une déclaration insistant sur la nécessité d'un rapprochement entre ces deux segments des mobilisations.

Les enseignants et étudiants participant à l'atelier « Education » ont discuté une journée entière des réformes en cours qui aggravent la paupérisation du personnel tout en remettant en cause la gratuité et la qualité de l'enseignement, par la voie de privatisations massives et de la commercialisation des « services » d'éducation. Avec le réseau « Education pour tous » une action interrégionale a été prévue après la rentrée scolaire pour la défense du droit à l'éducation.

Enfin, l'atelier Ecologie a surtout porté sur l'inconséquence de la politique de la ville et a largement recoupé les débats de l'atelier sur le droit au logement. Les participants ont également adopté une résolution, en soutien aux militants écologistes ayant tenu un camp de protestation pendant tout le mois de juillet dans la région d'Angarsk (près d'Irkoutsk), contre le Centre international de retraitement des déchets nucléaires. Rappelons que le 21 août des jeunes skinheads ont assailli le camp, blessant plusieurs militants et provoquant la mort de l'un d'entre eux.

Le deuxième jour du Forum était placé sous le signe des débats. Le plus riche en avancées, tant pratiques qu'analytiques, portait sur la question de la solidarité dans les luttes. Ce fut une des rares occasions d'autoréflexion sur l'activité militante par les militants eux-mêmes, chacun s'appuyant sur ses propres expériences dans son domaine respectif. De l'inédit encore en Russie.

Le second débat, qui portait sur les rapports entre mouvements sociaux et partis politiques, a été moins houleux que ce que l'on aurait pu attendre, preuve que les « politiques » et les « sociaux » présents au Forum s'étaient déjà frottés les uns aux autres et acceptaient, à certaines conditions en tout cas, une coopération profitable aux deux parties.

Réunis en séance de clôture, les participants au Forum ont adopté une courte déclaration de bilan que nous reproduisons à la fin de cet article.

Il reste à ajouter que le travail s'est prolongé tard dans la nuit au pensionnat où étaient logés les participants non locaux. Dans la tradition conviviale de la Russie, les feux de camp et les baignades ont duré parfois jusqu'au petit matin. L'évènement a tellement revigoré les militants que rendez-vous a été pris pour l'année prochaine, sans doute à Omsk, avec dans l'idée d'organiser consécutivement deux Forums : le Forum européen de Russie et le Forum sibérien.

\* D'origine française, Carine Clément est chercheuse à l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie. Elle participe à l'animation de l'Institut de l'action collective (IKD) qui regroupe des chercheurs et des militants. Cet Institut joue le rôle de coordinateur technique de l'Union des conseils de coordination régionaux (SKS) et diffuse quotidiennement des informations sur son site [www.ikd.ru](http://www.ikd.ru)

## **DECLARATION DU QUATRIEME FORUM SOCIAL SIBERIEN ET DE L'ASSEMBLEE DES MOUVEMENTS SOCIAUX ET SYNDICAUX DE RUSSIE**

Nous, représentants d'associations, de syndicats, membres de nombreux groupes d'initiatives locales, ayant des opinions politiques différentes, et prenant part au Forum Social de Sibérie, déclarons :

Ces dernières années en Russie s'est renforcée l'offensive contre les droits sociaux, écologistes, politiques, ainsi que contre les droits liés au logement et à la question de la terre, attaque résultant d'une politique dirigée contre les intérêts du peuple et menée par les dirigeants du pays. Cette situation n'est pas liée aux erreurs d'un gouvernement, ni à la personnalité de tel ou tel représentant du pouvoir, mais au système social et politique s'affirmant dans le pays et dans le monde de la globalisation, un système fondé sur la transformation de l'homme et de ses capacités en marchandise, en objet d'exploitation et d'oppression. Cela ne pouvait pas ne pas provoquer de résistances au sein de la population de Russie qui commence aujourd'hui à se mobiliser dans toutes les régions du pays pour la défense de ses droits ; et cette lutte prend de plus en plus la forme d'actions collectives et solidaires. Un mouvement syndical réellement combattant est en voie de renaissance, un solide mouvement d'habitants se met en place, les retraités s'organisent, et les organisations écologistes et de défense des droits de l'Homme commencent à se mobiliser.

Nous sommes décidés à contribuer à ce réveil de la société, à sa prise de conscience et au progrès de l'auto-organisation des citoyens. Nous lançons un appel à la solidarité dans la résistance à la politique antisociale des pouvoirs, une solidarité entre les citoyens, les mouvements sociaux et politiques, les villes et régions du pays. L'échange d'expériences, un travail suivi sur des problèmes concrets, la défense juridique, la proposition de projets alternatifs de formation sociale, des formes de vie économiques et culturelles, l'organisation d'actions de protestation massives et « ciblées », la coordination des actions collectives au niveau de la ville, de la région et de tout le pays – telle est la voie de notre lutte. La liberté et la justice sociale – tel est notre objectif !

Les participants au quatrième Forum Social Sibérien (250 participants de 32 régions de Russie).

**La Sibérie constitue la partie Est de la Russie et la partie Nord de l'Asie. Elle est caractérisée par un climat froid et extrêmement continental.**

**Sa surface représente environ 24 fois celle de la France et 77 % de la surface totale de la Russie.**

**Elle n'est peuplée que de 39 millions d'habitants, soit 27 % de la population totale de la Fédération russe.**

**La Sibérie a connu un formidable développement au cours du XXe siècle grâce à une politique d'investissement volontariste du régime soviétique cherchant à mettre en valeur les immenses ressources minières et énergétiques de cette région.**

**Rappelons qu'un petit dossier avait été consacré à la Fédération russe dans le n°2 de Solidaires International.**

## Algérie : mises à jour du dossier paru dans le n°2 de Solidaires International

### Partis de l'alliance présidentielle

- **FLN** : Front de libération nationale. Ancien parti unique. Le président Bouteflika en est le président d'honneur, 136 députés au Parlement en mai 2007 (23 %).
- **RND** : Rassemblement national démocratique. Deuxième grand parti de la coalition gouvernementale. Dirigé par Ahmed Ouyahia. 61 sièges au Parlement en mai 2007 (10,3%).
- **Hamas MSP** : Mouvement de la société et de la paix : Organisation islamiste modérée qui participe au gouvernement. Dirigé par Abou Djerra Soltani. Une des portes paroles est Aïcha Dahmane Belhadjar, secrétaire nationale pour la femme et les affaires de la famille. 52 sièges au Parlement en mai 2007 (9,83 %).

### Autres partis

- **MRN** : Mouvement pour la réforme nationale ou mouvement Islah (la réforme). 43 sièges au Parlement en 2002, 3 en mai 2007.
- **PT** : Parti des travailleurs. Son porte-parole est la députée Louiza Hanoune une des animatrices du mouvement des femmes pour l'abolition du code de la famille. Se bat contre la libéralisation de l'économie. Il a obtenu 21 sièges au Parlement en mai 2007 (5%). Le PT est lié au parti français du même nom.
- **FFS** : Front des forces socialistes. Parti de l'opposition de type social-démocrate et favorable à un dialogue avec les islamistes. Membre de l'Internationale socialiste. Dénonce la mainmise des militaires sur le pouvoir. A boycotté les dernières élections. Son président est Hocine Aït Ahmed. Parti d'implantation nationale mais très identifié à la Kabylie.
- **RCD** : Rassemblement pour la culture et la démocratie. Issu du FFS. Surtout implanté en Kabylie et à Alger. A boycotté les dernières élections. Son anti-islamisme virulent l'a amené à soutenir les courants « éradicateurs » de l'armée. Son président est Saïd Saadi. Il a obtenu 19 sièges au Parlement en mai 2007 (3,3 %).
- **PST** : Petite organisation appartenant au même courant international que la LCR. Pendant la guerre civile des années 1990, une grande partie de ses militants est partie en exil face à la violence islamiste et gouvernementale.

### Syndicats

*Dans le dossier concernant l'Algérie, paru dans le numéro 2 de « Solidaires International », nous avons omis de parler du SNSP. Au nom de son syndicat, Salima Mekriche nous a fait parvenir en novembre 2007 le texte suivant, que nous publions avec plaisir.*

Le SNPSP est le syndicat national des praticiens de santé publique. Il regroupe les médecins, les chirurgiens-dentistes et les pharmaciens de la santé publique qu'ils soient généralistes ou spécialistes.

Après les événements d'octobre 1988, les praticiens se sont constitué en association nationale avant de se convertir en 1991 en syndicat autonome, c'est-à-dire non affilié à l'UGTA (agrément du 15 mai 1991).

Le SNPSP est l'un des premier syndicat autonome en Algérie. Parmi les acquis arrachés aux pouvoirs publics, grâce à la détermination et à la mobilisation du SNPSP, on peut citer le glissement catégoriel de tous les praticiens de deux catégories ainsi que les primes d'intéressement, de documentation, de contagion.

Malgré le recul des acquits d'octobre 1988, les manœuvres de déstabilisation, de manipulation d'intimidations et le verrouillage des libertés syndicales le SNPSP continue son combat.

— Le 20 novembre 2007, 9 syndicats autonomes se sont regroupés au siège du SNPSP en intersyndicale de la fonction publique pour débattre d'une action commune afin de dénoncer la nouvelle grille salariale de la fonction publique élaborée par les pouvoirs publics et le syndicat maison UGTA.

— Le 29 novembre 07, une lettre ouverte au président de la république rédigée par l'intersyndicale de la fonction publique a été publiée dans les journaux et notamment sur [www.elwatan.com](http://www.elwatan.com)

**NB : D'autres mises à jour ont été effectuées sur la version en ligne de la revue, par exemple sur les textes concernant l'Allemagne. Pour accéder à celle-ci, aller sur [www.solidaires.org](http://www.solidaires.org) et cliquer sur la rubrique "International".**

# SOMMAIRE DU NUMERO 1 DE SOLIDAIRES INTERNATIONAL

Présentation de la revue

Après la victoire du “Non” en France et aux Pays-Bas

4<sup>ème</sup> Forum Social Européen

Réseau : rencontres syndicales européennes

## **DOSSIER EUROPE**

### **Allemagne**

Le mouvement syndical allemand et l'Europe (Willi Hajek)

### **Belgique**

Dans l'ombre des institutions : les syndicats belges face à l'Europe (MW)

### **Grèce**

### **Italie**

### **Pays-Bas**

Le mouvement syndical néerlandais, partie intégrante du poldermodel (TIE)

Un vote contre le néo-libéralisme (Patrick Van Klink)

### **Pologne**

### **Royaume-Uni**

Réorienter le syndicalisme britannique (Fred Leplat)

**Corse** : le syndicat des travailleurs corses

### **Agir au sein d'une multinationale : l'exemple de France Télécom**

MobilCom (Allemagne)

Sénégal

### **Agir au niveau sectoriel : déclaration de syndicats européens de cheminot(e)s**

## **DOSSIER AFRIQUE**

**Burkina Faso** : répression antisyndicale à SITARAIL

Avec les ouvrières de “La Galicienne” au Burkina Faso

**Mali** : les impacts de la privatisation des chemins de fer

**Maroc** : partenariat euro-méditerranéen (Lucile Daumas)

Missions syndicales Solidaires en Palestine

### **Présentation de l'Union Syndicale Solidaires**

## SOMMAIRE DU NUMERO 2 DE SOLIDAIRES INTERNATIONAL

### EDITORIAL SOMMAIRE FSM DE BAMAKO

#### MEXIQUE

- Syndicalisme mexicain : la lente sortie du corporatisme (Michel Husson)
- Mexique : A la rencontre des zapatistes (Juliette, Sud-Etudiant & Pascal, Sud-Ptt)

#### DOSSIER USA

- Syndicalisme : la nécessité de pratiques et de perspectives renouvelées (Catherine Sauviat).
- Quelques repères sur les USA (Alain, Sud-Ptt)
- Carte des USA
- Les grèves de 1927 à 1970
- La syndicalisation de 1900 à 2004
- Renouer avec des grèves victorieuses (Steve Early)
- Les grèves de 1947 à 2004
- La crise de l'industrie automobile américaine (Dianne Feeley)
- Faire face aux délocalisations (Tim Costello & Jeremy Brecher)
- Labor Notes : Un réseau pour le contre-pouvoir ouvrier (Chris Kotalik & William Johnson)
- Le mouvement américain pour un salaire décent (Stephanie Luce)
- Les travailleurs du Massachusets combattent pour la justice (Russ Davis)
- Jobs With Justice (Russ Davis)
- Quel avenir pour le mouvement des travailleurs immigrés aux Etats-Unis ? (Dan La Botz)
- Les opportunités et les défis auxquels les syndicats des USA doivent faire face (Tim Costello)
- Bibliographie sur les USA (Alain)

#### ASIE

- Corée du Sud : compte-rendu de voyage (Annick, Solidaires)
- Japon : cinq jours de rencontre sur le rail (Miche, Sud-Raill)

## EUROPE

- FSE d'Athènes de mai 2006 (Solidaires & Sud Ptt)
- Séminaire Est-Ouest au FSE d'Athènes (Hélène, Sud-Ptt)
- La marchandisation de l'Ecole en Europe : tout est à vendre ! (Sud Education)
- Les mobilisations européennes contre le chômage et la précarité (Michel Rousseau)
- Fédération russe : quelques repères (David Mandel)
- Le contre-sommet de Saint Petersburg de juillet 2006 (Verveine et Eric, Sud-Ptt)
- Les syndicats polonais survivront-ils ? (Boguslaw Zietek)

## PALESTINE

- Retour de Palestine (Aline & Véronique, Sud-Santé)

## ALGERIE

- Mission de l'Union syndicale Solidaires en Algérie
- Syndicats et partis algériens
- Rencontres avec les syndicats autonomes de l'Éducation
- Rencontre avec le syndicat des finances du Snapap
- Rencontre avec le syndicat de protection civile du Snapap
- Rencontre avec le comité des femmes du Snapap
- Revue de la presse algérienne après la visite de Solidaires en Algérie
- Le mouvement syndical en Algérie et la dynamique des syndicats autonomes (Adel Abderrezak)
- Chronologie (Jacques, Sud-Ptt)
- Quelques données sur l'Algérie

## ON PARTICIPE À LA REALISATION DE CE NUMERO

- Alain Baron (Sud-ptt)**
- Robert Kosmann (Solidaires-industrie)**
- Juana Marcos (SUD-rail)**
- Jacques Rattier (Sud-ptt)**
- Josseline Rongier (Sud-ptt)**



# L'UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

***Un outil interprofessionnel différent, au service de toutes celles et de tous ceux qui se reconnaissent dans un syndicalisme de lutte et de contre-pouvoir, liant défense quotidienne des salariées et transformation de la société.***

## **Un fonctionnement original**

L'Union syndicale Solidaires met en œuvre un fonctionnement original : au consensus, basé sur la recherche constante de ce qui unit plutôt que de ce qui divise. Il s'agit de mieux s'organiser pour mieux agir ensemble et éviter les phénomènes d'institutionnalisation, de délégation de pouvoir, d'experts, de superstructures que connaissent trop souvent les grandes confédérations. Ainsi, lors des votes, chaque organisation membre, quelle que soit sa taille, dispose d'une seule voix et peut exercer un droit de veto motivé.

## **Le goût de l'action collective**

C'est une autre façon de vivre les structures inter professionnelles : en ce sens, l'Union syndicale Solidaires entend participer à la rénovation du syndicalisme pour redonner aux salariés le goût de l'action collective. L'Union syndicale Solidaires a l'ambition de favoriser l'unité d'action et les convergences avec toutes les forces syndicales qui s'opposent au libéralisme. Cela doit passer par des débats ouverts, à tous les niveaux, partant des préoccupations et des revendications des travailleur(se)s.

*« Un syndicalisme de terrain, de proposition et d'action est un élément déterminant pour améliorer la situation au quotidien et pour participer à l'élaboration d'une autre logique économique et sociale mettant fin au libéralisme. »*

Défendre efficacement les travailleurs, c'est agir sur l'ensemble des facteurs qui déterminent leurs conditions d'existence et favoriser la construction de rapports de forces aptes à imposer d'autres choix économiques et sociaux favorables aux salariés, chômeurs, précaires...

Agir localement contre les décisions patronales ou gouvernementales ne peut suffire si, dans le même temps, rien n'est fait pour s'attaquer aux causes premières qui font que ces décisions sont prises.

Notre syndicalisme ne s'arrête pas à la porte des lieux de travail et s'inscrit pleinement dans un mouvement de résistance altermondialiste, dont l'importance et l'impact ont déjà permis d'ouvrir des brèches dans l'idéologie libérale.

## **NOS PRIORITES**

La France est la quatrième puissance économique mondiale. Les richesses produites augmentent et, pourtant, les inégalités s'y développent. Les politiques libérales qui se succèdent ont pour conséquences un développement massif du nombre de chômeur(se)s et de précaires, et l'accroissement de la pauvreté et de l'exclusion. Nous exigeons la mise en œuvre de politiques économique, fiscale, sociale... qui rompent avec ces orientations. Cette exigence se pose au plan européen

comme au plan mondial, ce qui justifie notre engagement dans le mouvement altermondialiste.

## **POUR LE SERVICE PUBLIC**

Nous dénonçons - alors que la cohésion sociale et l'accès de tous les citoyens aux mêmes prestations sont menacés - la remise en cause des services publics. Les parties les plus rentables sont convoitées par les puissances financières et les services de qualité ne seraient accessibles qu'aux couches les plus aisées de la société.

### **Nous revendiquons :**

- ✓ les services publics comme outil d'un partage du progrès et de lutte pour l'emploi ;
- ✓ leur rénovation pour notamment en assurer un fonctionnement plus démocratique ;
- ✓ la garantie pour les salariés de ces entreprises de conserver leurs acquis sociaux...

## **POUR LES DROITS SOCIAUX**

Nous dénonçons - alors que le gouvernement se prépare à une nouvelle offensive contre le système de Sécurité sociale qui s'annonce aussi dévastatrice que la contre-réforme sur les retraites - les politiques menées en matière de protection sociale, la remise en cause de tous les principes de solidarité, le développement de la précarisation et de l'exclusion.

### **Nous revendiquons :**

- ✓ le droit pour tout être humain à bénéficier d'un accès égalitaire de qualité aux soins ;
- ✓ un système de retraites basé sur la répartition, au sein duquel les salariés ne soient plus condamnés à cotiser plus longtemps pour toucher moins et moins longtemps ;
- ✓ une augmentation forte des salaires, du SMIC et des minima sociaux...

## **POUR L'EMPLOI**

Nous dénonçons - alors que les plans sociaux se multiplient et que le nombre de chômeurs et de précaires ne cesse de croître - les politiques libérales menées de concert par le gouvernement et le Medef visant à donner toujours plus de droits aux patrons et à casser toujours plus ceux des salariés. Politiques qui s'avèrent chaque jour plus désastreuses, socialement et humainement.

### **Nous revendiquons ::**

- ✓ le droit à un emploi stable et correctement rémunéré pour toutes et tous ;
- ✓ l'interdiction de tout licenciement dans les entreprises ou groupes qui réalisent des profits ;
- ✓ un statut du salarié qui garantisse la continuité de revenu et des droits sociaux, y compris dans une situation de hors-emploi...



Prix public :  
3 euros

Supplément à Expressions solidaires Journal édité par l'union syndicale SOLIDAIRES  
Commission paritaire et ISSN : en cours - Dépôt légal : à parution  
Directrice de publication : Annick Coupé - Rédaction : 144 boulevard de la Villette - 75019 Paris  
Tel : 01 38 39 30 20 - Fax : 01 43 67 62 14 - contact@solidaires.org  
Imprimerie : Montligeon - 61400 La Chapelle Montligeon